

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 november 2016

WETSONTWERP

**tot wijziging van de rechtspositie van de
gedetineerden en van het toezicht op
de gevangenen en houdende diverse
bepalingen inzake justitie**

AMENDEMENTEN

Zie:

Doc 54 **1986/(2015/2016):**

001: Wetsontwerp.
002: Amendementen.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 novembre 2016

PROJET DE LOI

**modifiant le statut juridique des détenus
et la surveillance des prisons et
portant des dispositions diverses
en matière de justice**

AMENDEMENTS

Voir:

Doc 54 **1986/(2015/2016):**

001: Projet de loi.
002: Amendements.

Nr. 29 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 33

In het ontworpen artikel het tweede lid weglaten.

VERANTWOORDING

Deze maatregel zou het voor een gedetineerde de facto veel moeilijker maken om hoger beroep aan te tekenen. Men dient te beseffen dat het voor een gedetineerde uiterst moeilijk is zijn cel te verlaten en zich met een verzoek tot de griffie te wenden. Tussen het ogenblik dat hij toestemming vraagt zijn cel te verlaten om naar de griffie te mogen gaan, en het ogenblik dat hij wordt opgehaald, verstrijkt soms zeer veel tijd, terwijl bepaalde termijnen uiterst kort zijn (voorbeeld: 24 uur om beroep aan te tekenen tegen een handhaving van de voorlopige hechtenis). Het recorrente personeelstekort en de herhaaldelijke stakingen doen de situatie ook geen goed. Daarom tekenen de gedetineerden doorgaans beroep aan tegen beslissingen die hen aanbelangen wanneer ze van het gerechtsgebouw terugkeren, in een daartoe bestemd register, waarbij het niet uitmaakt of de griffie al dan niet open is¹.

¹ Nota van Avocats.be van 4 oktober 2016.

N° 29 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 33

Dans l'article proposé, supprimer l'alinéa 2.

JUSTIFICATION

Cette mesure rendrait de facto beaucoup plus difficile l'appel en prison. Il y a lieu de se rendre compte qu'il est extrêmement difficile pour un détenu de sortir de sa cellule afin d'entreprendre une démarche au greffe. Entre le moment où il sollicite l'autorisation de sortir pour se rendre de sa cellule au greffe et le moment où on vient le chercher, s'écoule parfois un délai extrêmement long alors que certains délais sont extrêmement courts (24 h pour faire appel d'un maintien en détention préventive par exemple) . Les problèmes de manque récurrent de personnel et de grèves à répétition n'arrangent rien à la situation. C'est pourquoi en général, les détenus font appel des décisions qui les concernent en revenant du palais de justice dans un registre prévu à cet effet alors que le greffe peut être fermé ¹

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

¹ Note d'Avocats.be du 4 octobre 2016,

Nr. 30 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 38

In het ontworpen artikel, het tweede lid weglaten.

VERANTWOORDING

Zie de verantwoording bij het voorgaande amendement.

N° 30 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 38

Dans l'article proposé, supprimer l'alinéa 2.

JUSTIFICATION

Voir la justification de l'amendement précédent.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 31 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 65

In het ontworpen artikel, de woorden “van de slotverrichtingen” invoegen tussen de woorden “het einde” en de woorden “van de procedure”.

VERANTWOORDING

Luidens het advies van de heer Christophe Bedoret, adviseur bij het Arbeidshof van Bergen, dient het tijdstip waarop de bewaringstermijn voor de gegevens begint te lopen niet te worden vervangen in die zin dat het met het einde van de procedure samenvalt, maar veeleer met het einde van de slotverrichtingen. Het effectieve einde van de procedure (en van de opdracht van de schuldbemiddelaar) ligt immers vaak ná de procedurestappen en wordt, na de indiening van een slotverslag, bezegeld door een slotbeslissing.

N° 31 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 65

Dans l'article proposé, insérer les mots “des opérations de clôture” entre les mots “la fin” et les mots “de la procédure”.

JUSTIFICATION

D'après l'avis rendu par Monsieur Christophe BEDORET, conseiller à la Cour du travail de Mons, il y a lieu de remplacer le moment du commencement du délai de conservation des données non pas à la fin de la procédure mais à la fin des opérations de clôture. En effet, la fin effective de la procédure (et de la mission du médiateur de dettes) est souvent postérieure aux étapes procédurales et est marquée , après le dépôt d'un rapport de clôture, par une décision de clôture.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 32 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 84

Het ontworpen artikel aanvullen met de woorden
“behalve in artikel 36/8, § 2, 3°”.

VERANTWOORDING

Bedoeling is te voorkomen dat een of ander lid van het Hof van Beroep te Brussel (en niet uitsluitend van het Marktenhof, dat slechts een afdeling is van het Hof van Beroep) lid kan zijn van een orgaan waarvan de beslissingen aanleiding kunnen geven tot een beroep bij het Marktenhof. De situatie lijkt op die als bedoeld in de artikelen 87 en 135 van het wetsontwerp, die in dergelijke uitsluitingen voorzien.

N° 32 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 84

Compléter l'article proposé par les mots “sauf
dans l'article 36/8, § 2, 3°”.

JUSTIFICATION

Il convient d'éviter qu'un membre quelconque de la Cour d'appel de Bruxelles (et pas seulement de la Cour des marchés qui n'est qu'une section de ladite cour) puisse être membre d'un organe dont les décisions sont susceptibles d'un recours devant la Cour des marchés. La situation est semblable à celles visées dans les articles 87 et 135 du projet de loi qui prévoient de telles exclusions.

Christian BROTCORNE (cdH)
 Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 33 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN MEVROUW **ÖZEN**

Art. 92

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Dit amendement werd sterk aanbevolen door professor Philippe Mary, tijdens zijn hoorzitting en in zijn nota van 4 oktober 2016:

“1° On touche ici directement à l'esprit de la loi dans une de ses matières les plus importantes puisque la Commission ‘Dupont’ – dont le rapport a constitué l'exposé des motifs de la loi de 2005 – a pris des positions très claires en matière de sécurité.

D'une part, la conception de la sécurité prônée par la loi est celle d'une sécurité active axée sur la qualité des relations, de la communication et des régimes. De ce point de vue, ‘L'ordre’ n'est dès lors pas synonyme de tranquillité absolue ou d'absence de tout antagonisme ou de toute violation: il s'agit au contraire de la situation où antagonisme et violation peuvent être canalisés sous des formes maîtrisables. La manière dont le contrôle est exercé est essentielle pour sa légitimité et pour son acceptation par les détenus”.

Aussi, la meilleure façon d'assurer l'ordre et la sécurité repose-t-elle “sur la conjonction de mesures techniques de contrôle, d'un régime actif et d'un accompagnement humain des détenus, et (...) la légitimité des mesures adoptées dépend du sens professionnel du personnel, de la motivation et de la cohérence des décisions”.

D'autre part, la commission Dupont a souligné son opposition à la création de prisons de haute sécurité “qui, sans compter l'influence néfaste qu'ils peuvent exercer sur les détenus eux-mêmes, présentent, généralement plus qu'il n'est supposé, de risques spécifiques en matière de sécurité. A cet égard, on pourra se référer aux précieux avis du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire, qui maintes fois a exprimé son opposition, basée sur des raisons scientifiques et pratiques, à l'utilisation du concept de “dangerosité”, en tant que norme de classement des détenus, et à la création de quartiers de sécurité renforcée distincts”.

Malgré cela, en 2008, l'administration pénitentiaire a rouvert dans les prisons de Lantin et de Bruges des quartiers

N° 33 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 92

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Le présent amendement a été fortement conseillé par le Professeur Philippe Mary dans son audition et sa note du 4 octobre 2016:

“1° On touche ici directement à l'esprit de la loi dans une de ses matières les plus importantes puisque la Commission ‘Dupont’ – dont le rapport a constitué l'exposé des motifs de la loi de 2005 – a pris des positions très claires en matière de sécurité.

D'une part, la conception de la sécurité prônée par la loi est celle d'une sécurité active axée sur la qualité des relations, de la communication et des régimes. De ce point de vue, ‘L'ordre’ n'est dès lors pas synonyme de tranquillité absolue ou d'absence de tout antagonisme ou de toute violation: il s'agit au contraire de la situation où antagonisme et violation peuvent être canalisés sous des formes maîtrisables. La manière dont le contrôle est exercé est essentielle pour sa légitimité et pour son acceptation par les détenus”.

1 . Aussi, la meilleure façon d'assurer l'ordre et la sécurité repose-t-elle “sur la conjonction de mesures techniques de contrôle, d'un régime actif et d'un accompagnement humain des détenus, et (...) la légitimité des mesures adoptées dépend du sens professionnel du personnel, de la motivation et de la cohérence des décisions”

2 . D'autre part, la commission Dupont a souligné son opposition à la création de prisons de haute sécurité “qui, sans compter l'influence néfaste qu'ils peuvent exercer sur les détenus eux-mêmes, présentent, généralement plus qu'il n'est supposé, de risques spécifiques en matière de sécurité. A cet égard, on pourra se référer aux précieux avis du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire, qui maintes fois a exprimé son opposition, basée sur des raisons scientifiques et pratiques, à l'utilisation du concept de “dangerosité”, en tant que norme de classement des détenus, et à la création de quartiers de sécurité renforcée distincts”

3 . Malgré cela, en 2008, l'administration pénitentiaire a rouvert dans les prisons de Lantin et de Bruges des quartiers

spéciaux, appelés cette fois “quartiers de mesures de sécurité particulières individuelles” (QMSPi). Ces quartiers ont fait l’objet de constats critiques de la part du CPT lors de sa visite de 2009, notamment en raison des investissements massifs qu’ils nécessitent.

A ce sujet, on peut se demander si le projet sous examen ne vise pas à créer un nouveau type de régime pour permettre d’y placer certains détenus en échappant à la procédure et au contrôle prévus par la loi pour l’application des mesures de sécurité particulières individuelles.

2° Le projet semble ignorer la recherche réalisée par l’INCC de 2007 à 2011, à la demande du ministre de la Justice, et portant précisément sur la classification et les régimes. Il est impossible de résumer ici le volumineux rapport qui en est issu et je ne peux que renvoyer aux conclusions. Je soulignerai que cette étude approfondie montre la complexité de la question de la classification qui ne peut se réduire à la seule question du degré de sécurisation des établissements face aux risques que présentent certains détenus (généralement une minorité), mais doit également prendre en compte les besoins des détenus, notamment par l’élaboration du plan de détention (attendu depuis 2005...), ou des critères aussi élémentaires que la proximité du lieu de vie ou la langue.”

spéciaux, appelés cette fois “quartiers de mesures de sécurité particulières individuelles” (QMSPi). Ces quartiers ont fait l’objet de constats critiques de la part du CPT lors de sa visite de 2009⁴, notamment en raison des investissements massifs qu’ils nécessitent.”

A ce sujet, on peut se demander si le projet sous examen ne vise pas à créer un nouveau type de régime pour permettre d’y placer certains détenus en échappant à la procédure et au contrôle prévus par la loi pour l’application des mesures de sécurité particulières individuelles.

2° Le projet semble ignorer la recherche réalisée par l’INCC de 2007 à 2011, à la demande du ministre de la Justice, et portant précisément sur la classification et les régimes. Il est impossible de résumer ici le volumineux rapport qui en est issu et je ne peux que renvoyer aux conclusions⁵. Je soulignerai que cette étude approfondie montre la complexité de la question de la classification qui ne peut se réduire à la seule question du degré de sécurisation des établissements face aux risques que présentent certains détenus (généralement une minorité), mais doit également prendre en compte les besoins des détenus, notamment par l’élaboration du plan de détention (attendu depuis 2005...), ou des critères aussi élémentaires que la proximité du lieu de vie ou la langue.”

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 34 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 94

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Door in uitzicht te stellen dat de regels voor de plaatsing en de overplaatsing van gedetineerden niet langer bij koninklijk besluit moeten worden vastgesteld, voedt men de angst voor de vrijheid die de gevangenisadministratie krijgt. Dit beperkt ook de beroepsmogelijkheden waarin de artikelen 163 en volgende van de wet van 12 januari 2005 voorzien.

N° 34 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 94

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

La suppression de la détermination par arrêté royal des modalités de placement et de transfèrement des détenus renforce les craintes de la latitude laissée à l'administration. Cela amoindrit également les possibilités de recours prévues aux articles 163 et suivants de la loi du 12 janvier 2005.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

**Nr. 35 VAN DE HEER BROTCORNE EN
MEVROUW ÖZEN**

Art. 101

Dit artikel weglaten.**VERANTWOORDING**

Dit amendement laat artikel 101 weg. Het strekt tot toepassing van het principe van de scheiding van de mandaten (bemiddeling, klacht en controle), zoals vereist door de internationale verdragen en de voordien toegelichte voorgestelde principes. Artikel 101 voorziet immers in een beroepscommissie die de klachten behandelt. Een dergelijke interne commissie heeft geen bestaansreden meer indien de CTRG niet langer bevoegd is ter zake.

N° 35 DE M. BROTCORNE ET MME ÖZEN

Art. 101

Supprimer cet article.**JUSTIFICATION**

Cet amendement supprime l'article 101. Il vise à mettre en application le principe de séparation des mandats (médiation, plainte et contrôle) tel que requis par les instruments internationaux et les principes présentés précédemment. En effet, l'article 101 établit une commission de recours en matière de plainte. Si le CCSP n'est plus compétent en la matière , une telle commission n'a plus lieu d'être en son sein.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 36 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 102

In het voorgestelde eerste lid de woorden “van de leden van de beroepscommissies” weglaten.

VERANTWOORDING

De indieners van de amendementen stellen voor dat de behandeling van de klachten nog steeds zou gebeuren door de federale ombudsman, die nu al jaarlijks talrijke klachten van gedetineerden behandelt, en dat de Raad van State bevoegd zou blijven voor de ingestelde beroepen. Het is daarom niet verantwoord dat de Kamer van volksvertegenwoordigers de vergoedingen van de leden van een beroepscommissie vastlegt.

N° 36 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 102

Au § 1^{er} proposé, supprimer les mots “des membres des commissions d’appel”.

JUSTIFICATION

Les auteurs des amendements proposent que le traitement des plaintes reste confié au médiateur fédéral qui, chaque année, en traite déjà de multiples émanant de détenus et que les recours restent confiés au Conseil d'État. Il n'est dès lors pas justifié que la Chambre des représentants fixe les indemnités des membres d'une commission d'appel.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 37 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN MEVROUW **ÖZEN**

Art. 103

In het voorgestelde artikel 26 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1/ in § 1 de woorden “bij elke gevangenis” vervangen door de woorden “bij een of meer plaatsen van vrijheidsbeneming”;

2/ in § 2:

a) de bepaling onder 1° vervangen door wat volgt: *“1° te bemiddelen tussen de persoon die rechtstreeks gezag uitoefent in de plaats van vrijheidsbeneming, en de personen aan wie de vrijheid is ontnomen, aangaande de behandeling die zij krijgen en de regels die op hen van toepassing zijn.”;*

b) de bepaling onder 2° de woorden “de gevangenis” vervangen door de woorden “de plaats van vrijheidsbeneming,” en het woord “gedetineerden” door de woorden “personen aan wie de vrijheid is ontnomen”;

c) de bepaling onder 3° vervangen door wat volgt: *“3° de personen aan wie de vrijheid is ontnomen, op hun verzoek of op verzoek van derden, te ontmoeten in hun cel dan wel in een ruimte waar de vertrouwelijkheid is gewaarborgd.”;*

d) de bepaling onder 4° de woorden “de gevangenis” vervangen door de woorden “de plaats van vrijheidsbeneming,” en het woord “gedetineerden” door de woorden “personen aan wie de vrijheid is ontnomen”.

VERANTWOORDING

§ 1. Dit amendement is gerechtvaardigd aangezien het momenteel moeilijk is een commissie van toezicht op te richten voor elke plaats waar personen verblijven aan wie de

N° 37 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 103

À l'article 26 proposé, apporter les modifications suivantes:

1/ au § 1^{er}, remplacer les mots “de chaque prison” par les mots “d'un ou plusieurs lieux de privation de liberté”;

2/ au § 2:

a) remplacer le 1° par ce suit: *“1° d'assurer la médiation entre la personne ayant autorité directe dans le lieu de privation de liberté et les personnes privées de liberté concernant le traitement qui leur est réservé et sur les règles les concernant.”;*

b) au 2°, remplacer les mots “la prison” par les mots “le lieu de privation de liberté” et le mot “détenus” par les mots “personnes privées de liberté”;

c) remplacer le 3° par ce qui suit: *“3° de rencontrer, dans leur cellule ou dans une pièce assurant la confidentialité, à leur demande ou celle de tiers, les personnes privées de liberté”;*

d) au 4°, remplacer les mots “la prison” par les mots “le lieu de privation de liberté” et le mot “détenus” par les mots “personnes privées de liberté”.

JUSTIFICATION

§ 1^{er}. L'amendement est justifié par la difficulté actuelle de mettre en place une commission de surveillance pour chaque lieu de privation de liberté. Si nécessaire, la mise en place

vrijheid is ontnomen. Indien nodig moet een commissie van toezicht kunnen worden opgericht voor meerdere plaatsen van vrijheidsbeneming.

§ 2. Deze amendementen strekken ertoe de rol van de commissies van toezicht te preciseren; zo hebben zij een rol inzake toezicht, bemiddeling en rapportering aangaande de plaatsen van vrijheidsbeneming. Aldus moeten sommige situaties kunnen worden geregeld via bemiddeling, maar moeten eveneens bepaalde feiten of praktijken kunnen worden aangeklaagd.

d'une commission de surveillance doit pouvoir être effectuée pour plusieurs lieux de privation de liberté.

§ 2. Ces amendements visent à clarifier le rôle des commissions de surveillance, à savoir un rôle de surveillance, de médiation et de rapport des lieux de privation de liberté afin de pouvoir soit régler certaines situations par le biais de la médiation mais également de pouvoir dénoncer certaines faits ou pratiques.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 38 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN MEVROUW **ÖZEN**

Art. 104

In het voorgestelde artikel 27 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1/ § 1 vervangen door wat volgt:

“§ 1. De leden van de commissies van toezicht hebben vrije toegang tot alle ruimten van de plaatsen van vrijheidsbeneming, en hebben het recht ter plaatse alle op die plaatsen betrekking hebbende boeken en bescheiden in te zien, met inbegrip van het register van de tuchtsancties, het register van de afzonderingen alsook alle stukken die persoonsgegevens bevatten van de personen aan wie de vrijheid is ontnomen. Zij hebben toegang tot de informatica-apparatuur van de plaatsen van vrijheidsbeneming”;

2/ in § 2 het woord “gedetineerden” vervangen door de woorden “personen aan wie de vrijheid is ontnomen”;

3/ in § 2 de woorden “Ze hebben het recht” vervangen door de woorden “Met uitzondering van dringende gevallen hebben ze het recht”;

4/ in § 3 de woorden “twee maanden” vervangen door de woorden “één maand”.

VERANTWOORDING

a) Om hun taken inzake toezicht en bemiddeling te kunnen uitvoeren, moeten de leden van de commissies van toezicht inzage kunnen krijgen in alle documenten op de plaatsen van vrijheidsbeneming, zonder dat er op die inzagemogelijkheid andere uitzonderingen bestaan dan de gebruikelijke deontologische regels. Er kan geen sprake van zijn dat een directie via bijzondere veiligheidsregels aan dat voorrecht van de commissarissen kan raken.

b) Technische correcties tengevolge van het amendement op artikel 96.

N° 38 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 104

A l'article 27 proposé, apporter les modifications suivantes:

1/ remplacer le § 1^{er} par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Les membres des commissions de surveillance ont librement accès à tous les endroits du lieu de privation de liberté et ont le droit de consulter sur place tous les livres et documents se rapportant à ce lieu de privation de liberté, y compris le registre des sanctions disciplinaires, le registre des isolements et toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant la personne privée de liberté. Ils ont accès dans cet objectif au matériel informatique des lieux de privation de liberté”;

2/ au § 2, remplacer le mot “détenus” par les mots “personnes privées de liberté”;

3/ faire précéder le § 2 par les mots suivants:

“A l'exception des cas urgents,”;

et remplacer le mot “deux” par le mot “un”.

JUSTIFICATION

a) Pour remplir leurs missions de surveillance et de médiation, les membres des commissions de surveillance doivent pouvoir avoir accès à tous les documents du lieu de détention sans qu'il puisse y avoir d'exception à cet accès sauf les règles déontologiques habituelles. Il ne peut être question qu'une direction puisse entraver, par des règles de sécurité spéciale cette prérogative des commissaires.

b) Corrections techniques justifiées par l'amendement à l'article 96.

c) De termijn van twee maanden waarover de directeur beschikt om te antwoorden is te lang; die moet worden vervangen door een termijn van één maand. In urgente gevallen mogen die termijnen niet worden toegepast en moet de directeur dringend antwoorden binnen een termijn die met die urgentie spoort.

c) Le délai de deux mois pour la réponse à donner par le directeur est trop long et doit être remplacé par un délai d'un mois. En cas d'urgence, ces délais ne peuvent être appliqués et le directeur doit répondre de façon urgente dans des délais en concordance avec cette urgence.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 39 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN MEVROUW **ÖZEN**

Art. 105

In het ontworpen artikel 28 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1/ in § 1:

a) de woorden “of een bijkomend aantal waarover door de Koning wordt beslist naargelang van de behoeften van de plaatsen van vrijheidsbeneming,” **invoegen tussen de woorden “twaalf leden” en de woorden “en uit een gelijk aantal”;**

b) het woord “tweemaal” **vervangen door het woord “eenmaal”;**

2/ in § 2 een punt 3° invoegen, luidende: “3° een criminoloog.”;

3/ in § 4 het bepaalde onder 2° vervangen door wat volgt:

“2° de uitoefening van een functie bij een toezicht-houdend bestuur als bedoeld in artikel 2, 20°”;

4/ in § 5 het bepaalde onder 2° vervangen door wat volgt:

“2° bij een met redenen omklede beslissing om ernstige en dwingende redenen”.

VERANTWOORDING

Het aantal commissieleden beperken tot twaalf kan problematisch zijn naargelang van de geografische zone waarvoor de Commissie van toezicht bevoegd is, alsook voor sommige plaatsen van vrijheidsbeneming, zoals de geplande nieuwe gevangenis van Haren. Daarom moet men zo nodig, bij koninklijk besluit, kunnen afwijken van dat maximum van twaalf leden.

N° 39 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 105

A l'article 28 proposé, apporter les modifications suivantes:

1/ au § 1^{er}:

a) **insérer les mots “ou par un nombre supplémentaire décidé par le Roi selon les besoins des lieux de privation de liberté” entre les mots “douze membres” et les mots “et d'un nombre égal”;**

b) **remplacer le mot “deux” par le mot “une”;**

2/ au § 2, insérer un 3°, rédigé comme suit: “3° un criminologue”;

3/ au § 4, remplacer le 2° par ce qui suit:

“2° l'exercice d'une fonction auprès d'une administration en charge” tels que visés à l'article 2, 20°”;

4 / au § 5, remplacer le 2° par ce qui suit:

“2° Par une décision motivée pour des raisons graves et impérieuses.”.

JUSTIFICATION

Limiter le nombre de commissaires à 12 peut être problématique selon la zone géographique que doit couvrir la commission de surveillance ainsi que pour des lieux de privation de liberté tel que le projet de la nouvelle prison de Haren. C'est pourquoi il peut être dérogé, par arrêté royal à ce maximum de 12 membres si le besoin s'en fait sentir.

De verplichte aanwezigheid van een criminoloog werd in het wetsontwerp weggelaten; die moet opnieuw worden ingevoegd, want die aanwezigheid vormt een belangrijke meerwaarde in de Centrale Toezichtsraad.

De hernieuwing van de ambtstermijn van de leden van de commissies van toezicht is beperkt tot eenmaal, om aldus al te lange mandaten in die functies te voorkomen. Zoals voor de leden van de Centrale Toezichtsraad voorziet dit amendement in een mogelijke hernieuwing op middellange termijn van de commissieleden, die deze functies gedurende tien jaar zullen kunnen uitoefenen en niet gedurende vijftien jaar, zoals bepaald in het wetsontwerp.

La présence obligatoire d'un criminologue a été supprimée par le projet, il y a lieu de le réintroduire car il constitue une plus value importante dans le Conseil central de surveillance.

Le renouvellement des membres des commissions de surveillance est limité à un seul, permettant ainsi d'éviter de trop longs mandats dans ces fonctions. Comme pour les membres du CCSP, cet amendement permet un renouvellement à moyen terme des membres de la commission qui pourront exercer ces fonctions durant 10 ans et non 15 comme prévu dans le projet.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 40 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN MEVROUW **ÖZEN**

Art. 107

In het ontworpen artikel 30, de volgende wijzigingen aanbrengen:

1/ in § 3, de woorden “de gevangenis of gevangenissen” vervangen door de woorden “de plaats of plaatsen van vrijheidsbeneming”;

2/ § 4 weglaten.

VERANTWOORDING

1/ De toevoeging van de woorden “de plaats of plaatsen van vrijheidsbeneming” strekt ertoe een commissie van toezicht de mogelijkheid te bieden verscheidene plaatsen van vrijheidsbeneming te controleren. Thans functioneren bepaalde commissies van toezicht immers met een aanzienlijk aantal commissarissen, terwijl andere niet samengesteld geraken wegens een gebrek aan bekwame geïnteresseerde of beschikbare personen. Een commissie van toezicht toestaan haar mandaat uit te oefenen in verschillende plaatsen van vrijheidsbeneming is een waarborg dat alle plaatsen van vrijheidsbeneming door een commissie worden gesuperviseerd.

2/ Uiteraard geldt voor de leden van de commissies van toezicht het beroepsgeheim. Het mag echter geen rem zijn op de taken ervan, die meer in het bijzonder bestaan in het aanklagen van feiten en praktijken in de plaatsen van vrijheidsbeneming. De ontworpen bepaling dreigt hun toezicht-houdende taak in de weg te staan.

N° 40 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 107

A l'article 30 proposé, apporter les modifications suivantes:

1/ au § 3, remplacer les mots “la ou les prisons” par les mots “le ou les lieux de privation de liberté”.

2/ supprimer le § 4.

JUSTIFICATION

1° L'ajout des termes “ou les lieux de privation de liberté” vise à permettre à une commission de surveillance d'être en charge de plusieurs lieux de privation de liberté. En effet, à l'heure actuelle, certaines commissions de surveillance fonctionnent avec un nombre important de commissaires quand d'autres n'existent pas du fait d'une manque de personnes intéressées ou disponibles compétentes. Permettre à une commission de surveillance d'exercer son mandat dans plusieurs lieux de privation de liberté garantit que tous les lieux de privation de liberté soient couverts par une commission.

2° le secret professionnel est bien entendu de mise pour les membres des commissions de surveillance. Cependant, ce secret professionnel ne peut être un frein aux missions de ces commissions qui sont en particulier de dénoncer des faits et pratiques dans les lieux de privation de liberté. Cette disposition risque d'entraver leur mission de surveillance

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 41 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 108

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Het is ondenkbaar dat de commissies van toezicht zouden worden belast met de behandeling van de klachten van de personen aan wie de vrijheid is ontnomen.

Uit een juridisch oogpunt kan het niet dat hetzelfde orgaan moet bemiddelen én klachten moet behandelen.

In een gezamenlijke nota van de commissies van toezicht geven zij aan dat zij niet onafhankelijk en onpartijdig genoeg zijn om zich uit te spreken over de beslissingen van de directie van een gevangenisinstelling ten aanzien van een gedetineerde. In het kader van hun bemiddelingstaak worden de commissies tijdens de maandelijkse vergaderingen immers betrokken bij de bespreking van dossiers van de verschillende gedetineerden die zich tot hen hebben gericht, waarna ze bij de directie gaan bemiddelen. Ze zijn dus niet meer neutraal. Wanneer de commissieleden daarentegen een ongunstige beslissing nemen over een klacht die een gedetineerde bij de commissie heeft ingediend, zou het voor hen moeilijk zijn om vervolgens de voor hun bemiddelingstaak vereiste vertrouwensband te herstellen².

In zijn advies van 30 mei 2016 heeft de Hoge Raad voor de Justitie gelijkaardige kritiek op het wetsontwerp geuit: "(...) het [is] ondenkbaar dat op lokaal niveau de (individuele) klachtenbehandeling wordt opgedragen aan personen die daarnaast ook opdrachten van (structureel) toezicht of van bemiddeling uitoefenen"³.

Daarenboven zijn deze functie en de werklast die ze met zich zou brengen, niet bestaansbaar met een vaak voltijdse baan in een andere functie.

² Vrij vertaald uit de nota "*Position commune des commissions de surveillance des prisons sur le projet pot pourri IV*", 1 oktober 2016, blz. 2.

³ Advies van de Hoge Raad voor de Justitie van 30 mei 2016, blz. 9.

N° 41 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 108

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

On ne peut concevoir que les commissions de surveillance soient chargées d'une mission de traitement des plaintes des personnes privées de liberté.

D'un point de vue juridique, il est inconcevable que le même organe soit chargé à la fois d'une mission de médiation et d'une mission de traitement des plaintes.

"Les commissions de surveillance n'ont pas l'indépendance et l'impartialité nécessaires pour statuer sur des décisions de la direction d'un établissement pénitentiaire à l'égard d'un détenu. En effet, dans le cadre de leurs fonctions de médiation, les commissions rencontrent et discutent, lors des réunions mensuelles des cas des différents détenus s'adressant à elles, pour ensuite réaliser une démarche de médiation avec la direction. Elles ne sont donc plus neutres. Dans le sens inverse les commissaires qui prendraient une décision négative à l'égard d'un détenu dans le cadre du traitement de sa plainte, pourraient difficilement rétablir par la suite le lien de confiance nécessaire à leur fonction de médiation."²

Le Conseil supérieur de la Justice, dans son avis du 30 mai 2016, a critiqué le projet dans le même sens "il est inconcevable au niveau local que la mission de traitement des plaintes (individuelles) puisse être prise en charge par des personnes exerçant par ailleurs des missions de contrôle (structurel) ou de médiation".³

De plus cette fonction, et la charge de travail qu'elle générerait est incompatible avec le travail souvent à plein temps dans une autre fonction.

² Note de "Position commune des commissions de surveillance des prisons sur le projet pot pourri IV" 1^{er} octobre 2016, p. 2.

³ Avis du CSJ du 30 mai 2016, p.9.

De klachtenbehandeling moet aan een ander, volstrekt onafhankelijk orgaan worden toegewezen.

Le traitement des plaintes doit être attribué à un autre organe, totalement indépendant.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 42 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 108

Het ontworpen artikel vervangen door wat volgt:

“Art. 31. § 1. Er wordt een klachtencommissie ingesteld binnen het Directoraat-generaal Penitentiare Inrichtingen, die wordt belast met de behandeling van de klachten van de personen aan wie de vrijheid werd ontnomen. Deze commissie is onafhankelijk.

De Koning bepaalt de samenstelling en de werkingsregels van deze commissie.

§ 2. Deze commissie neemt beslissingen over de klachten die niet binnen twee maanden na de indiening ervan konden verholpen door bemiddeling door de leden van de Commissies van toezicht als bedoeld in artikel 26.

§ 3. Tegen de beslissingen van de klachtencommissie kan beroep worden ingesteld bij de strafuitvoeringsrechtbank binnen vijftien dagen nadat de beslissing ter kennis werd gebracht aan de persoon aan wie de vrijheid werd ontnomen.

De strafuitvoeringsrechtbank hoort alle betrokken partijen en wijst vervolgens een vonnis binnen een maand nadat het beroep werd ingesteld.”.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe het advies van de federale Ombudsman te volgen en een klachtencommissie in te stellen binnen het DG Penitentiare Inrichtingen, die onafhankelijk van het gevangenisbestuur beslist over klachten die worden ingediend door een persoon aan wie de vrijheid werd ontnomen. Die beslissing moet worden genomen binnen twee maanden nadat de klacht is ingediend.

De samenstelling en de werkingsregels van deze commissie worden vastgesteld bij koninklijk besluit.

N° 42 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 108

Remplacer l'article proposé par ce qui suit:

“Art. 31. § 1^{er}. Une commission des plaintes est créée au sein de la DGI Etablissements pénitentiaires chargée de traiter des plaintes des personnes privées de liberté. Cette commission est indépendante.

Le Roi en établit la composition et les règles de fonctionnement.

§ 2. Cette commission rend des décisions concernant les plaintes non résolues par la médiation des membres des commissions de surveillance prévue à l'article 26 dans un délai de deux mois du dépôt de la plainte.

§ 3. Les décisions rendues par la commission des plaintes peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal d'application des peines dans les 15 jours de la notification de la décision à la personne privée de liberté.

Le tribunal d'application rend un jugement dans le mois de l'introduction du recours après avoir entendu toutes les parties concernées.”.

JUSTIFICATION

Cet amendement, conformément à l'avis du Médiateur fédéral, crée une commission des plaintes auprès de la DGI Etablissements pénitentiaires, qui rend des décisions indépendantes de l'administration pénitentiaires à l'égard des plaintes déposées par une personne privée de sa liberté. Cette décision doit intervenir dans les deux mois du dépôt de la plainte.

La commission est composée par un arrêté royal de même que ses règles de fonctionnement.

Er kan beroep bij de strafuitvoeringsrechtbank worden ingesteld binnen vijftien dagen nadat de betrokkene kennis heeft gekregen van de beslissing van de klachtencommissie.

Nadat beroep werd ingesteld, beschikt de strafuitvoeringsrechtbank over een maand om haar vonnis te wijzen, nadat zij alle betrokken partijen heeft gehoord.

Un droit de recours est prévu auprès du tribunal d'application des peines dans les 15 jours de la notification de la décision de la commission des plaintes

Le tribunal d'application dispose d'un mois à dater de l'introduction du recours pour rendre son jugement après avoir entendu toutes les parties concernées.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 43 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 109

In het ontworpen artikel 31/1, de woorden “, van de leden van de klachtencommissies” weglaten.

VERANTWOORDING

Dit amendement is verantwoord wegens de weglating van artikel 108 tot oprichting van een klachtencommissie.

N° 43 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 109

Dans l'article 31/1 proposé, supprimer les mots “des membres des commissions des plaintes”.

JUSTIFICATION

Cet amendement est justifié par la suppression de l'article 108 créant une commission des plaintes.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

**Nr. 44 VAN DE HEER BROTCORNE EN
MEVROUW ÖZEN**

Art. 115

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Doordat in uitzicht wordt gesteld dat het voor elke gevangenis of afdeling toepasselijke regime niet langer bij koninklijk besluit moet worden vastgelegd, groeit de vrees dat, bij gebrek aan een coherent classificatie- en regimebeleid, aan elke administratie en directie armslag wordt gelaten om het toepasselijke regime te bepalen.

N° 44 DE M. BROTCORNE ET MME ÖZEN

Art. 115

Supprimer cet article

JUSTIFICATION

La suppression de la détermination par arrêté royal pour chaque prison ou section le régime qui y est applicable renforce les craintes de la latitude laissée à l'administration et à chaque direction quant au régime applicable dans la prison à défaut d'une politique de classification et de régime cohérente.

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

Nr. 45 VAN DE HEER **BROTCORNE** EN
MEVROUW **ÖZEN**

Art. 144/1 (*nieuw*)

Een artikel 144/1 (*nieuw*) invoegen, luidende:

“Art. 144/1. Alle bepalingen van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, met inbegrip van de bij deze wet aangebrachte wijzigingen, treden in werking op uiterlijk 1 januari 2018.”.

VERANTWOORDING

Dit artikel stelt in uitzicht dat alle bepalingen van de wet van 12 januari 2005, de zogenaamde beginselenwet, in werking treden op uiterlijk 1 januari 2018. Die termijn moet de minister van Justitie de gelegenheid bieden deze wet ten uitvoer te leggen, inzonderheid het klachtenrecht en het detentietraject. Die aspecten zijn immers zeer belangrijk om de detentie te doen sporen met de rechten van de mens en om de resocialisatie van de gedetineerden te kunnen organiseren.

De Hoge Raad voor de Justitie dringt erop aan dat de wet in werking treedt en dat België het facultatief protocol in acht neemt in verband met het Verdrag van 18 december 2002 tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing (OPCAT). Ons land heeft daar weliswaar zijn handtekening onder geplaatst, maar het is nog altijd wachten op een ratificering en op een tenuitvoerlegging in het binnenlands recht⁴.

⁴ Advies d.d. 15 juni 2016 van de Hoge Raad voor de Justitie betreffende het voorontwerp van wet tot hervorming van de rechtspleging voor de rechtbank van koophandel, tot wijziging van de rechtspositie van de gedetineerden en houdende diverse bepalingen inzake justitie.

N° 45 DE M. **BROTCORNE** ET MME **ÖZEN**

Art. 144/1 (*nouveau*)

Il est inséré un article 144/1, rédigé comme suit:

“Art. 144/1. Toutes les dispositions de la loi du 12 janvier 2005 concernant l’administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, en ce compris les modifications apportées par la présente loi, entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2018”.

JUSTIFICATION

Cet article prévoit une entrée en vigueur de toutes les dispositions de la loi du 12 janvier 2005, dite loi de principes au plus tard le 1^{er} janvier 2018. Ce délai doit permettre au ministre de la Justice de mettre en œuvre cette loi et particulièrement le droit de plaintes et le parcours de détention tellement importants pour une détention conforme aux droits de l’homme et l’organisation de la réintégration sociale des détenus.

Le Conseil supérieur de la Justice insiste pour l’entrée en vigueur de la loi et le respect par la Belgique du protocole facultatif des Nations Unies se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant (OPCAT) du 18 décembre 2002, signé par la Belgique mais toujours dans l’attente d’une ratification et d’une mise en œuvre dans le droit interne.⁴

Christian BROTCORNE (cdH)
Özlem ÖZEN (PS)

⁴ Avis du CSJ du 30 mai 2016 sur l’avant projet de loi portant réforme de la procédure devant le tribunal de commerce, modifiant le statut juridique interne des détenus et portant des dispositions diverses en matière de justice.

Nr. 46 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 95

Het ontworpen artikel 21 aanvullen met de volgende zin:

“Die Centrale Raad heeft rechtspersoonlijkheid.”

VERANTWOORDING

Het voorstel om de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen rechtspersoonlijkheid te geven, heeft tot doel die Raad de mogelijkheid te bieden specifieke akkoorden met de deelstaten te sluiten. Aldus kan de Raad de plaatsen van vrijheidsbeneming die onder de bevoegdheid van de deelstaten ressorteren, onder dezelfde voorwaarden controleren als die welke onder de federale overheid ressorteren.

N° 46 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 95

Compléter l'article 21 proposé par la phrase suivante:

“Celui-ci est doté de la personnalité juridique.”

JUSTIFICATION

La proposition dotant le Conseil Central de Surveillance Pénitentiaire d'une personnalité juridique vise à ce qu'il puisse passer des accords spécifiques avec les entités fédérées afin de contrôler les lieux de privation de liberté entrant dans leurs compétences dans les mêmes circonstances que pour les lieux de privation de liberté de compétence fédérale.

Özlem **ÖZEN** (PS)
Christian **BROTCORNE** (cdH)

Nr. 47 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 96

**Het ontworpen artikel 22 vervangen door
wat volgt:**

“Art. 22. § 1. De Centrale Raad heeft tot taak:

1° een onafhankelijk toezicht te houden op alle plaatsen van vrijheidsbeneming, op de bejegening van de personen aan wie de vrijheid is ontnomen en op de naleving van de hen betreffende voorschriften;

2° aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, in voorkomend geval aan de parlementen van de deelstaten, en aan de bevoegde ministers, hetzij ambtshalve, hetzij op hun verzoek, advies te verlenen over het bestuur van de in artikel 2, 20°, bedoelde plaatsen van vrijheidsbeneming en over de uitvoering van de vrijheidsstraffen en vrijheidsbenemende maatregelen;

3° commissies van toezicht, zoals bedoeld in artikel 26, op te richten en ze te ondersteunen, te coördineren en te controleren;

4° jaarlijks ten behoeve van de Kamer van volksvertegenwoordigers, in voorkomend geval ten behoeve van de parlementen van de deelstaten en ten behoeve van de bevoegde ministers, een verslag op te stellen betreffende de plaatsen van vrijheidsbeneming, de bejegening van de personen aan wie de vrijheid is ontnomen en de naleving van de hen betreffende voorschriften. Het verslag omvat onder meer alle adviezen die conform de bepaling onder 2° zijn uitgebracht, een beleidsplan en de jaarverslagen zoals bepaald in artikel 26, 3°.

Het verslag is publiek.

Het ontwerpverslag wordt voorafgaandelijk aan de bekendmaking bezorgd aan de ministers die bevoegd zijn voor justitie en voor penitentiare gezondheidszorg, die binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst hun eventuele opmerkingen bezorgen.

N° 47 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 96

Remplacer l'article 22 en projet par ce qui suit:

“Art. 22. § 1^{er} Le Conseil central a pour mission:

1° d'exercer un contrôle indépendant sur tous les lieux de privation de liberté, sur le traitement réservé aux personnes privées de liberté et sur le respect des règles les concernant;

2° de soumettre des avis à la Chambre des représentants, le cas échéant aux Parlements des entités fédérées ainsi qu'aux ministres compétents, soit d'office, soit à la demande de ceux-ci, sur l'administration des lieux privés de liberté visés à l'article 2, 20° et sur l'exécution des peines et mesures privatives de liberté;

3° de créer des commissions de surveillance telles que visées à l'article 26 et en assurer l'appui, la coordination et le contrôle;

4° de rédiger pour la Chambre des représentants, le cas échéant pour les Parlements des entités fédérées et les ministres compétents un rapport concernant les lieux de privation de liberté, le traitement réservé aux personnes privées de liberté et le respect des règles les concernant. Le rapport contient notamment tous les avis rendus conformément au 2°, un plan stratégique et les rapports annuels prévus à l'article 26, 3°.

Le rapport est public.

Le projet de rapport est transmis avant la publication aux ministres qui ont dans leurs compétences la Justice et les soins de santé pénitentiaires, lesquels doivent communiquer leurs éventuelles remarques dans un délai de deux mois à compter de la date de réception.

§ 2. De Centrale Raad is in het kader van zijn wettelijke taken gemachtigd om alle andere taken uit te voeren die hem door enig overheidsgezag op federaal of deelstaatvlak zijn opgedragen.”.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen de mogelijkheid te bieden zijn taken in alle plaatsen van vrijheidsbeneming uit te oefenen overeenkomstig het Facultatief Protocol bij het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing.

Het biedt de Centrale Raad ook de mogelijkheid om, in geval van een akkoord met de deelstaten, zijn taken uit te breiden tot de plaatsen van vrijheidsbeneming die onder de bevoegdheid van die deelstaten vallen.

§ 2. Le Conseil central est habilité à accomplir toute autre mission, dans le cadre de ses missions légales, conférée par tout pouvoir public fédéral ou des entités fédérées.”.

JUSTIFICATION

Le présent amendement vise à permettre au Conseil central de Surveillance d'exercer ses missions dans tous les lieux privés de libertés conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Il permet également au Conseil central d'étendre ses missions aux lieux de privation de liberté dépendant des autorités fédérées en cas d'accord entre le Conseil de Surveillance et ces entités fédérées.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 48 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 97

In het ontworpen artikel 23 de §§ 1 en 2 vervangen door wat volgt:

“§ 1. Voor zover dit voor de uitoefening van hun taken noodzakelijk is, hebben de leden van de Centrale Raad vrije toegang tot alle plaatsen van vrijheidsbeneming en hebben zij het recht om ter plaatse alle boeken en bescheiden in te zien die betrekking hebben op de plaats van vrijheidsbeneming, zulks met inbegrip van de medische dossiers, het register van de tuchtsancties, het register van de afzonderingen en alle stukken die individuele gegevens bevatten van de personen aan wie de vrijheid is ontnomen.

Zonder dat dit op enigerlei wijze hun mandaat mag hinderen, zijn zij ertoe gehouden de geldende veiligheidsregels na te leven. Zij zijn er evenwel niet toe gehouden zich aan fouilleringen te onderwerpen, en tijdens hun bezoek mogen zij voor het goede verloop van hun mandaat alle noodzakelijke documenten, schrijfbenodigdheden, computers, fototoestellen en telefoons behouden.

§ 2. Zij hebben het recht zonder controle een briefwisseling te voeren met de personen aan wie de vrijheid is ontnomen, alsook zonder toezicht met hen in contact te treden.”

VERANTWOORDING

De toevoeging van de bewoordingen “de medische dossiers” strekt ertoe de leden van de CTRG inzage te verlenen in de medische dossiers van de personen aan wie de vrijheid is ontnomen, met dien verstande dat zij het beroepsgeheim in acht moeten nemen. Zij mogen immers niet het medisch geheim opgeworpen krijgen, behalve door de enige houder ervan: de patiënt. Verscheidene leden van de commissies van toezicht – in hun huidige vorm – hebben door de directie van bepaalde gevangenen echter het medisch geheim opgeworpen gekregen, ook al had de (gedetineerde) patiënt dat geheim ten gunste van die mensen laten varen, en ofschoon de Orde der artsen duidelijk heeft vastgelegd dat in

N° 48 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 97

A l'article 23 proposé, remplacer les §§ 1 et 2 comme suit:

“§ 1^{er}. Pour autant que cela soit nécessaire à l'accomplissement de leurs missions, les membres du conseil central ont librement accès à tous les lieux de privation de liberté et ont le droit de consulter sur place tous les livres et documents se rapportant au lieu de privation de liberté, y compris les dossiers médicaux, le registre des sanctions disciplinaires, le registre des isolements et toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant les personnes privées de liberté.

Sans entraver de quelque manière que ce soit leur mandat, ils sont tenus de respecter les règles de sécurité en vigueur. Néanmoins, ils ne sont pas tenus de se soumettre aux fouilles et peuvent conserver, durant leur visite et pour le bon déroulement de leur mandat, tous documents, stylo, ordinateurs, appareils photos, téléphones nécessaires.

§ 2. Ils ont le droit d'entretenir une correspondance avec les personnes privées de liberté sans être contrôlés et d'entrer en contact avec eux sans être surveillés.”

JUSTIFICATION

L'ajout des termes “les dossiers médicaux” vise à permettre aux membres du CCSP d'avoir accès, en étant tenu au secret de fonction, aux dossiers médicaux des personnes privées de liberté. Il ne peut en effet leur être opposé le secret médical, sauf par son détenteur unique: le patient. Or, plusieurs membres des Commissions de surveillance, dans leur forme actuelle, se sont vus opposer par la direction de certaines prisons le secret médical alors même que le patient (détenu) avait levé ce secret au profit de ces personnes et alors même que l'Ordre des médecins a clairement établi que l'accès à ces données devait être accordé au membre médecin de la commission de surveillance dans ces circonstances. Du fait

die omstandigheden inzage in die gegevens moest worden verleend aan het lid-arts van de commissie van toezicht. Daar in de CTRG en bij elk bezoek door die instantie artsen aanwezig zullen zijn, kan hun dat medisch geheim niet worden opgeworpen. Dit amendement berust namelijk op de huidige praktijk van het Europees Comité voor de Preventie van Foltering en Onmenselijke of Vernederende Behandeling of Bestrafing.

Paragraaf 1, tweede lid, wordt toegevoegd om de leden van de CTRG de mogelijkheid te bieden hun mandaat vlot en doeltreffend uit te oefenen. Elke fouillering van de CTRG-leden zou immers kunnen worden gebruikt om druk op hen uit te oefenen of om hen te verhinderen toegang te hebben tot plaatsen van vrijheidsbeneming. Bovendien is het, opdat zij hun mandaat goed kunnen vervullen, noodzakelijk dat die leden het benodigde materiaal bij zich mogen hebben.

qu'il y aura des membres médecins au sein du CCSP et à chaque visite réalisée par le CCSP, ce secret médical ne peut leur être opposable. La proposition se fonde notamment sur la pratique actuelle du Comité européen pour la prévention de la torture.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er est ajouté pour permettre aux membres du CCSP d'exercer leur mandat de manière aisée et efficace. En effet, toute fouille des membres du CCSP pourrait être utilisée pour faire pression sur ces derniers ou pour les empêcher d'avoir accès à certains lieux de privation de liberté. De plus, il est nécessaire, pour le bon accomplissement de leur mandat, qu'ils puissent avoir avec eux le matériel nécessaire.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 49 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 98

In het ontworpen artikel 24 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1) in § 1, in het tweede lid de woorden “wordt de taalpariteit in acht genomen” vervangen door de woorden “worden de taalpariteit en de man-vrouwpariteit in acht genomen”;

2) in de laatste zin van § 5 de woorden “van een verschillende taalrol te zijn.” vervangen door de woorden “van een verschillende taalrol en van een verschillend geslacht te zijn.”

VERANTWOORDING

De geslachtspariteit moet bij de CTRG-leden daadwerkelijk een feit zijn.

N° 49 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 98

Dans l'article 24 proposé, apporter les modifications suivantes:

1/ au § 1^{er}, compléter la phrase du second alinéa par les mots “et homme-femme”;

2/ au § 5, compléter la dernière phrase par les mots “et être de sexe différent”.

JUSTIFICATION

La parité entre les sexes parmi les membres du CCSP doit être effective.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 50 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 98

In het ontworpen artikel 24, § 3 aanvullen met de punten 3° en 4°, luidende:

“3° personen met beroepservaring inzake bijzondere jeugdzorg, inzake asiel en migratie, alsook inzake ouderen;

2° twee personen die houder zijn van een licentie of een master in de criminologie.”.

VERANTWOORDING

De Centrale Raad moet in zijn midden de nodige expertise samenbrengen om inzicht te hebben in de verschillende reële situaties op de plaatsen van vrijheidsbeneming.

N° 50 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 98

Dans l'article 24 proposé, compléter le § 3 proposé par les points 3° et 4°, rédigés comme suit:

“3° de personnes dotées d'expérience professionnelle dans le domaine de l'aide à la jeunesse, de l'asile et de la migration et des personnes âgées;

4° de deux personnes titulaires d'une licence ou d'un master en criminologie.”.

JUSTIFICATION

Le Conseil central doit réunir en son sein l'expertise nécessaire à la compréhension des différentes réalités que recouvrent les lieux privés de liberté.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 51 VAN MEVROUW ÖZEN EN DE
HEER BROTCORNE

Art. 98

In het ontworpen artikel 24, § 7 vervangen door wat volgt:

“§ 7. De duur van het mandaat van de leden van de Centrale Raad is vastgesteld op vijf jaar. Het mandaat kan slechts eenmaal worden hernieuwd.

Het mandaat van voorzitter en dat van ondervoorzitter kunnen niet worden hernieuwd.”

VERANTWOORDING

De mandaten van de leden van de CTRG moeten van redelijke duur zijn om het ledenbestand te kunnen hernieuwen. Door te bepalen dat het ledenmandaat slechts eenmaal kan worden hernieuwd, kan elk lid zijn functie tien jaar uitoefenen; die termijn is noodzakelijk én voldoende lang om toezicht te houden op de plaatsen van vrijheidsbeneming. Met het oog op de efficiëntie is het aangewezen het mandaat van voorzitter en dat van ondervoorzitter niet te hernieuwen. De mogelijkheid tot hernieuwing van het mandaat is een bedreiging voor de echte onafhankelijkheid van de personen in functie ten opzichte van de overheden door wie ze worden benoemd. Een dergelijke wijziging is dan ook onontbeerlijk om te waarborgen dat de voorzitter en de ondervoorzitter hun taak onafhankelijk en onpartijdig vervullen. Deze wijziging is ingegeven door elders bestaande nationale preventiemechanismen, bijvoorbeeld de Contrôleur général des lieux privatifs de liberté in Frankrijk, die in dit geval model staat.

N° 51 DE MME ÖZEN ET M. BROTCORNE

Art. 98

Dans l'article 24 proposé, remplacer le § 7 comme suit:

“§ 7. La durée du mandat des membres du Conseil central est fixée à cinq ans. Le mandat ne peut être renouvelé qu'une fois.

Les qualités de président et vice-président ne peuvent être renouvelées.”

JUSTIFICATION

Les mandats des membres du CCSP doivent être de durée raisonnable, permettant ainsi un renouvellement de ses membres. En limitant le renouvellement une seule fois, chaque membre pourra exercer ses fonctions durant 10 ans – ce qui est une période nécessaire et suffisante en matière de contrôle des lieux de privation de liberté. Par ailleurs, les fonctions de Président et vice-Président ne doivent pas pouvoir être renouvelées. Il s'agit ici d'une exigence d'efficacité. La possibilité de renouvellement menace l'indépendance réelle des personnes en fonction vis-à-vis des autorités qui les nomment. Aussi, une telle modification est indispensable afin que le Président et le vice-Président réalisent leur mission de manière indépendante et impartiale. Cette modification est inspirée d'autres MNP tel que le Contrôleur général des lieux privatifs de liberté en France qui fait figure de modèle en la matière.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 52 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 98

In het ontworpen artikel 24, § 8, 2°, vervangen door wat volgt:

“2° bij een beslissing die met ernstige en dwingende redenen is omkleed.”.

VERANTWOORDING

De redenen om het mandaat van een lid van de CTRG te kunnen beëindigen, moeten worden aangegeven in een schriftelijke beslissing. Aldus wordt de transparantie van een dermate belangrijke beslissing gewaarborgd en wordt de wetgeving inzake bestuurlijke beslissingen in acht genomen.

N° 52 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 98

Dans l'article 24 proposé, remplacer le § 8, point 2°, comme suit:

“2° par une décision motivée par des raisons graves et impérieuses”.

JUSTIFICATION

Les raisons permettant de mettre fin au mandat d'un membre du CCSP doivent être écrites dans une décision motivée, permettant ainsi la transparence d'une décision de cette importance ainsi que respectant les législations en matière de décision administrative.

Özlem **ÖZEN** (PS)
Christian **BROTCORNE** (cdH)

Nr. 53 VAN MEVROUW **ÖZEN** EN DE
HEER **BROTCORNE**

Art. 100

In het ontworpen artikel 25/1, § 4 aanvullen met de woorden “, zonder afbreuk te doen aan de controletaak van de Centrale Raad”.

VERANTWOORDING

Deze toevoeging beoogt gewoon te verduidelijken dat het functiegeheim dat de leden van de CTRG in acht moeten nemen, hen niet mag beletten hun taak naar behoren te vervullen, met name toezicht houden op en melding maken van de detentieomstandigheden. Hoewel de leden van de CTRG bijvoorbeeld niet de naam mogen noemen van de door hen bezochte personen aan wie de vrijheid is ontnomen, moeten zij in hun verslagen bekendmaken hoe die personen worden behandeld. Het is van essentieel belang ervoor te zorgen dat de overheden niet kunnen dreigen klacht in te dienen tegen de leden van de CTRG wegens een schending van het functiegeheim die de betrokkenen geen nadeel zou berokkenen; daartoe wordt dat functiegeheim uitdrukkelijk vermeld.

N° 53 DE MME **ÖZEN** ET M. **BROTCORNE**

Art. 100

Dans l'article 25/1 proposé, le § 4 est complétée par les mots “, sans porter atteinte à la mission de contrôle du Conseil central”.

JUSTIFICATION

L'ajout vise simplement à clarifier que le secret de fonction auquel sont astreints les membres du CCSP ne doit pas empêcher le bon déroulement de leur mission, notamment leur rôle de contrôle et de dénonciation des conditions de détention. Ainsi, si les membres du CCSP ne peuvent mentionner nommément les personnes privées de liberté qu'ils ont rencontrées, ils doivent pouvoir rendre public par leurs rapports le traitement réservé à ces personnes. Il est indispensable que les autorités ne puissent pas menacer les membres du CCSP de porter plainte à leur encontre pour violation du secret de fonction qui ne préjudicierait pas aux individus en le mentionnant expressément.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 54 VAN MEVROUW ÖZEN EN DE HEER BROTCORNE

Art. 13/1 (*nieuw*)**Een artikel 13/1 invoegen, luidende:**

“Art. 13/1. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel 112decies/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 112decies/2. Wanneer bewijselementen worden verzameld of vastgesteld door leden van de politiediensten als bedoeld in artikel 112quater of 112quinquies, spreekt een onderzoeksrechter, vóór de verwijzing naar een hof of een rechtbank, er zich over uit of die anonimiteit tijdens het proces moet worden gehandhaafd. Bij het verantwoorden van die beslissing wordt rekening gehouden met de risico's die de politiemensen concreet lopen mocht de anonimiteit worden opgeheven.””.

VERANTWOORDING

Het wetsontwerp voorziet erin dat de identiteit van de leden van de speciale eenheden stelselmatig anoniem wordt gemaakt bij gerechtelijke dossiers, alsook dat de politie er zelf toe kan beslissen andere politiemensen anoniem te maken ingeval zulks noodzakelijk blijkt in het raam van onderzoeken naar welomschreven misdrijven.

Aangezien het wetsontwerp niet in de intrekking van de anonimiteit voorziet, kan die anonimiteit worden verlengd tot voor de rechtscolleges, hetzij omdat politiemensen in rechte zullen moeten getuigen (van achter een gordijn), hetzij omdat de door hen vastgestelde of verzamelde elementen ten laste zullen worden gelegd van een beschuldigde.

Een anoniem getuigenis is echter in strijd met het principe van een eerlijk proces, zoals het HvJ EU heeft toegelicht: *“Si la défense ignore l'identité d'un individu qu'elle essaie d'interroger, elle peut se voir privée des précisions lui permettant d'établir qu'il est partial, hostile ou indigne de foi.”*⁵.

Daar vloeien diverse eisen uit voort die rekening houden met de rechten van verdediging. Het anoniem getuigenis: 1) moet een beslissing zijn van een rechter, 2) mag slechts worden toegestaan wanneer er geen enkel alternatief is, 3)

⁵ EHRM: Kostovski t. Nederland, 20 november 1989.

N° 54 DE MME ÖZEN ET M. BROTCORNE

Art. 13/1 (*nouveau*)**Insérer un article 13/1, rédigé comme suit:**

“Art. 13/1. Dans la même section 3, il est inséré un article 112decies/2, rédigé comme suit:

“Art. 112decies/2. Lorsque des éléments de preuve sont recueillis ou constatés par des membres des services de police visés à l'article 112quater ou 112quinquies, un juge d'instruction se prononce, avant le renvoi devant une cour ou un tribunal, sur la nécessité du maintien de cet anonymat lors du procès. Cette décision est fondée en tenant compte des risques concrètement encourus par l'agent en cas de levée de l'anonymat.”.

JUSTIFICATION

Le projet de loi prévoit une anonymisation systématique de l'identité des agents des forces spéciales dans les dossiers judiciaires et une anonymisation, décidée par la police elle-même, d'autres agents lorsque cela s'avère nécessaire dans le cadre d'enquêtes portant sur certaines d'infractions précises.

Puisque le projet ne prévoit pas de levée de cet anonymat, celui-ci peut se prolonger devant les juridictions soit parce que les policiers seront amenés à témoigner en justice (derrière un rideau), soit parce que les éléments qu'ils constatent ou recueillent seront utilisés à charge contre un accusé.

Or, le témoignage anonyme se heurte au procès équitable, comme l'a expliqué la CEDH: *“Si la défense ignore l'identité d'un individu qu'elle essaie d'interroger, elle peut se voir privée des précisions lui permettant d'établir qu'il est partial, hostile ou indigne de foi.”*⁵.

Il en ressort une série d'exigences qui tient compte des droits de la défense. Le témoignage anonyme doit être 1) décidé par un juge, 2) accordé seulement si aucune alternative n'est possible 3) apprécié *in concreto* (et donc non attribué de

⁵ C.E.D.H.: Kostovski c. Pays-Bas du 20 novembre 1989.

moet worden beoordeeld *in concreto* (en mag dus niet algemeen en automatisch worden toegekend), en 4) mag niet de doorslaggevende factor in de afloop van het proces zijn.

Het wetsontwerp voorziet er echter niet in dat die anonimiteit door een rechter kan worden ingetrokken, ofschoon de onderzoeksrechter kennis kan nemen van de identiteiten. Integendeel, het wetsontwerp voorziet uitdrukkelijk in een gevangenisstraf en/of een geldboete in geval van bekendmaking van een identiteit.

Dit amendement strekt er derhalve toe het wetsontwerp te doen sporen met de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens. Wanneer bewijselementen worden verzameld of vastgesteld door anonieme politiemensen, zou een rechter er zich stelselmatig voor elk geval afzonderlijk over moeten uitspreken of de anonimiteit moet worden gehandhaafd.

façon généralisée et automatique) et 4) ne pas être le facteur déterminant dans l'issue du procès.

Or, le projet ne prévoit pas que cet anonymat puisse être levé par un juge bien que le juge d'instruction puisse prendre connaissance des identités. Au contraire, le projet prévoit explicitement une peine d'emprisonnement et/ou une amende en cas de divulgation d'une identité.

Cet amendement vise donc à mettre en conformité le projet de loi avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme. Ainsi, si des éléments de preuve sont recueillis ou constatés par des policiers anonymes, un juge devrait alors systématiquement se prononcer sur la nécessité du maintien de l'anonymat au cas par cas.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 55 VAN MEVROUW ÖZEN EN DE HEER BROTCORNE

N° 55 DE MME ÖZEN ET M. BROTCORNE

Art. 119

Art. 119

Dit artikel vervangen door wat volgt:**Remplacer cet article par ce qui suit:**

“In artikel 108 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 1 juli 2013 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 20/2014 van het Grondwettelijk Hof, wordt § 2 aangevuld met een lid, luidende:

“A l’article 108 de la même loi, modifié par la loi du 1^{er} juillet 2013, et partiellement annulé par l’arrêt n°20/2014 de la Cour constitutionnelle, le § 2 est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

“De directeur houdt een register bij met betrekking tot het in deze paragraaf bedoeld mandaat. Dit register vermeldt de datum van het mandaat, de identiteit van de gemandateerde personeelsleden, de betrokken gedetineerde, alsook een verantwoording aangaande de noodzaak van een dergelijke fouillering. Dit register wordt te allen tijde beschikbaar gesteld van de commissie van toezicht van de gevangenis.””.

“Le directeur tient à jour un registre relatif au mandat visé au présent paragraphe. Ce registre reprend la date du mandat, l’identité des membres du personnel mandatés, le détenu concerné ainsi qu’une justification portant sur la nécessité d’une telle fouille. Ce registre est rendu accessible à tout moment à la commission de surveillance de la prison.”.

VERANTWOORDING

JUSTIFICATION

Fouillering op het lichaam grijpt zeer sterk in op de privacy van de gedetineerde en moet dan ook een uitzonderlijke en terdege gemotiveerde maatregel blijven. Doordat het wetsontwerp de voorwaarde voor de toepassing ervan afzwakt, ontstaat er een groter gevaar voor misbruik van die techniek. Aangezien dat risico ook onder de aandacht is gebracht door veel rechtscollages en rapporten uit het veld, dient te worden voorzien in bijkomende flankerende maatregelen. Daartoe beoogt dit amendement de afschaffing van dit artikel van het wetsontwerp; tegelijkertijd wordt met het oog op een betere controle a posteriori van fouillering op het lichaam voorgesteld dat het gebruik van die techniek stelselmatig wordt genoteerd in een speciaal daartoe bijgehouden register.

La fouille au corps, en ce qu’elle est particulièrement intrusive pour la vie privée du détenu, doit être une mesure exceptionnelle et dûment motivée. Le projet de loi, en ce qu’il allège les conditions pour sa réalisation, crée un risque plus grand de recours abusif à cette technique. Ce risque ayant été soulevé par nombre de juridictions et de rapports de terrain, il y a lieu au contraire de mieux l’encadrer. C’est pour cette raison que d’une part le présent amendement supprime l’actuel article du projet. D’autre part, afin d’assurer un meilleur contrôle a posteriori de la fouille au corps, il est proposé que le recours à cette technique soit systématiquement inscrit dans un registre prévu à cet effet.

Özlem ÖZEN (PS)
Christian BROTCORNE (cdH)

Nr. 56 VAN DE HEER **TERWINGEN c.s.**Art. 30/1 (*nieuw*)

In hoofdstuk 3 een artikel 30/1 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 30/1. In artikel 458 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1996 en 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “het geval dat de wet hen verplicht” worden vervangen door de woorden “het geval dat de wet, het decreet of de ordonnantie hen verplicht of toelaat”;

2° de woorden “van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van honderd tot vijfhonderd euro” worden vervangen door de woorden “van een jaar tot drie jaar en een geldboete van honderd euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen.”.”.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sophie DE WIT (N-VA)

N° 56 DE M. **TERWINGEN ET CONSORTS**Art. 30/1 (*nouveau*)

Dans le chapitre 3, insérer un article 30/1 rédigé comme suit:

“Art. 30/1. Dans l'article 458 du même Code, modifié par les lois du 30 juin 1996 et du 26 juin 2000, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “celui où la loi les oblige” sont remplacés par les mots “celui où la loi, le décret ou l'ordonnance les oblige ou les autorise”;

2° les mots “de huit jours à six mois et d'une amende de cent euros à cinq cents euros” sont remplacés par les mots “d'un an à trois ans et d'une amende de cent euros à mille euros ou d'une de ces peines seulement”.”.

Nr. 57 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 30/2 (nieuw)

In hoofdstuk 3 een artikel 30/2 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 30/2. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 458ter ingevoegd, luidende:

“458ter. § 1. Er is geen misdrijf wanneer iemand die uit hoofde van zijn staat of beroep houder is van geheimen deze meedeelt in het kader van een overleg dat wordt georganiseerd bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie of mits gemotiveerde toestemming van de procureur des Konings, met het oog op de bescherming van de fysieke en psychische integriteit van de persoon of van derden of met het oog op de bescherming van de openbare veiligheid.

§ 2. De deelnemers aan dit overleg kunnen tijdens het overleg afspraken maken over het gevolg dat aan het overleg wordt verleend.

De deelnemers zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de tijdens het overleg meegedeelde informatie. Hij die dit geheim schendt, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

Het overleg staat een strafrechtelijke vervolging niet in de weg.”.”.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sophie DE WIT (N-VA)

N° 57 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 30/2 (nouveau)

Dans le chapitre 3, insérer un article 30/2 rédigé comme suit:

“Art. 30/2. Dans le même Code, il est inséré un article 458ter rédigé comme suit:

“Art. 458ter. § 1^{er}. Il n’y a pas d’infraction lorsqu’une personne qui, par état ou par profession, est dépositaire de secrets communique ceux-ci dans le cadre d’une concertation organisée par ou en vertu d’une loi, d’un décret ou d’une ordonnance ou moyennant l’accord motivé du procureur du Roi en vue de protéger l’intégrité physique ou mentale de la personne ou de tiers ou en vue de protéger la sécurité publique.

§ 2. Durant la concertation, les participants à celle-ci peuvent convenir de la suite à réserver à la concertation.

Les participants sont tenus au secret à l’égard des informations communiquées durant la concertation. Celui qui viole ce secret est puni des peines prévues à l’article 458 du Code pénal.

La concertation n’empêche pas les poursuites pénales.”.”.

Nr. 58 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 30/3 (*nieuw*)

In hoofdstuk 3 een artikel 30/3 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 30/3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 458quater ingevoegd, luidende:

“458quater. De artikelen 458bis en 458ter zijn niet van toepassing op de advocaat voor wat betreft het meedelen van vertrouwelijke informatie van zijn cliënt wanneer die informatie mogelijkerwijze incriminerend is voor zijn cliënt.”.”

VERANTWOORDING

Voorliggende amendementen beogen de invoeging van een aantal bepalingen in het Strafwetboek teneinde een duidelijk en transparant kader te scheppen voor het delen van informatie voor dragers van een beroepsgeheim. Deze amendementen inspireren zich op de uitgangspunten en krachtlijnen van het wetsvoorstel betreffende het casusoverleg tussen dragers van een beroepsgeheim (DOC 54-1910/001). Op 13 oktober 2016 werd de Raad van State door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht om met toepassing van artikel 84, § 3, van de wetten op de Raad van State, een advies te verlenen over dit wetsvoorstel. De Raad van State verleende hierover op 18 november 2016 het advies met nummer 60 253/3.

Voorliggend amendement beoogt aldus de tekst van het wetsvoorstel aan te passen aan het advies van de Raad van State.

Art. 30/1

Artikel 30/1 herneemt het artikel 2 van het wetsvoorstel, met twee wijzigingen.

Het punt 1° van dit artikel betreft een precisering van de formulering. Immers, sinds de invoeging van artikel 458bis in het Strafwetboek door de wet van 28 november 2000 betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen, besliste de wetgever een derde mogelijkheid toe te voegen aan de gevallen waarin een drager van een beroepsgeheim

N° 58 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 30/3 (*nouveau*)

Dans le chapitre 3, insérer un article 30/3 rédigé comme suit:

“Art. 30/3. Dans le même Code, il est inséré un article 458quater rédigé comme suit:

“Art. 458quater. Les articles 458bis et 458ter ne sont pas applicables à l’avocat en ce qui concerne la communication d’informations confidentielles de son client lorsque ces informations sont susceptibles d’incriminer ce client.”.”

JUSTIFICATION

Le présent amendement vise à insérer dans le Code pénal un certain nombre de dispositions créant un cadre clair et transparent pour la communication d’informations par les dépositaires d’un secret professionnel. Il s’inspire des principes et des lignes de force de la proposition de loi relative à la concertation de cas organisée entre dépositaires d’un secret professionnel (DOC 54 1910/001). Le 13 octobre 2016, le Conseil d’État a été invité par le président de la Chambre des représentants à rendre un avis sur cette proposition de loi, en application de l’article 84, § 3, des lois sur le Conseil d’État. Celui-ci a rendu l’avis n° 60 253/3 du 18 novembre 2016 à ce sujet.

Le présent amendement vise donc à adapter le texte du projet de loi à l’avis du Conseil d’État.

Art. 30/1

L’article 30/1 reprend l’article 2 de la proposition de loi en y apportant deux modifications.

Le 1° de cet article vise à préciser la formulation. En effet, en insérant un article 458bis dans le Code pénal (par le biais de la loi du 28 novembre 2000 relative à la protection pénale des mineurs), le législateur a décidé d’ajouter un troisième cas dans lequel le dépositaire du secret professionnel peut décider de rompre ce secret. Outre les possibilités déjà

kan beslissen dit te doorbreken. Naast de reeds bestaande mogelijkheden, met name wanneer zij wettelijk verplicht worden of wanneer zij een getuigenis in rechte of voor een parlementaire onderzoekscommissie afleggen, kunnen zij dit sinds de wet van 28 november 2000 ook doen binnen de voorwaarden zoals aangegeven door artikel 458*bis* van het Strafwetboek waar gemeenzaam naar wordt verwezen als het spreekrecht. De invoeging van de bewoordingen “of toelaat”, verwijst naar deze mogelijkheid en naar de nieuwe mogelijkheid zoals wordt voorgesteld door de invoeging van een nieuw artikel 458*ter* in het Strafwetboek

Het artikel 2, 1° van het wetsvoorstel wordt door het amendement hernomen, maar aangepast aan het advies van de Raad van State onder randnummer 8, in samenhang gelezen met de voetnoot 12 van het advies.

Het artikel 2, 2° van het wetsvoorstel inzake de verhoging van de strafmaat wordt onder punt 2° van dit artikel volledig hernomen. De Raad van State maakte hierover geen opmerkingen.

Art. 30/2

Voorliggende bepaling herneemt het artikel 3 van het wetsvoorstel 1910/001 dat een nieuw artikel 458*ter* invoegt in het Strafwetboek en aldus beoogt een kader te scheppen voor het zogenaamde “casusoverleg”.

Het door het wetsvoorstel 1910/001 voorgestelde artikel 458*ter* van het Strafwetboek, wordt door het amendement volledig hernomen, met uitzondering van één wijziging in § 1 teneinde tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State onder randnummer 8 van het advies.

De Raad van State merkt op dat draagwijdte van het begrip “wet” in het door het wetsvoorstel voorgestelde artikel 458*ter*, § 1, van het Strafwetboek niet duidelijk is:

“Indien het de bedoeling is die bepaling op te vatten als een algemeen geldende bepaling, die geldt voor elk overleg dat beantwoordt aan de in die bepaling opgenomen omschrijving, los van de wetgever die het overleg instelt, wordt beter een andere term gehanteerd. Daarenboven dient te worden gepreciseerd of het overleg ook kan worden ingesteld bij een reglementair besluit. Zo zou bijvoorbeeld gewag kunnen worden gemaakt van een overleg dat wordt georganiseerd “bij of krachtens een wet, decreet of ordonnantie”. Deze preciseringen zijn noodzakelijk aangezien de omschrijving van de reikwijdte van het voorgestelde artikel 458*ter* van het Strafwetboek determinerend is voor de toepassing van artikel

existantes, c’est-à-dire lorsque la loi oblige l’intéressé à faire connaître ce secret ou lorsqu’il doit témoigner en justice ou devant une commission d’enquête parlementaire, la loi du 28 novembre 2000 lui permet également de briser le secret dans les conditions prévues à l’article 458*bis* du Code pénal – c’est ce qu’on appelle communément le droit de parole. L’ajout des mots “ou les autorise” renvoie à cette possibilité, ainsi qu’à la nouvelle possibilité proposée dans le cadre de l’insertion d’un article 458*ter* dans le Code pénal.

L’article 2, 1°, de la proposition de loi est repris par l’amendement dans une version adaptée à l’avis du Conseil d’État (point 8 lu en combinaison avec la note de bas de page 12 de cet avis).

L’article 2, 2°, de la proposition de loi relevant le taux de la peine est intégralement repris au 2° de cet article. Le Conseil d’État n’a pas émis d’observations à cet égard.

Art. 30/2

Cette disposition reprend l’article 3 de la proposition de loi 1910/001, qui insère un article 458*ter* et vise ainsi à créer un cadre pour la “concertation de cas”.

L’amendement reprend entièrement l’article 458*ter* du Code pénal tel qu’il figure dans la proposition de loi 1910/001, en apportant toutefois une modification au paragraphe 1^{er}, afin de tenir compte d’une remarque du Conseil d’État (point 8 de l’avis).

Le Conseil d’État fait observer que la portée de la notion de “loi” contenue dans l’article 458*ter*, § 1^{er}, proposé, du Code pénal n’est pas claire:

“Si l’intention est de concevoir cette disposition comme une norme de portée générale, s’appliquant à chaque concertation correspondant à la définition qui y est inscrite, quel que soit le législateur qui l’organise, mieux vaut utiliser un autre terme. Il convient en outre de préciser si la concertation peut également être organisée par un arrêté réglementaire. Ainsi, on pourrait par exemple faire état d’une concertation organisée “par ou en vertu d’une loi, d’un décret ou d’une ordonnance”. Ces précisions sont nécessaires, dès lors que la définition de la portée de l’article 458*ter* du Code pénal est déterminante aux fins de l’application de l’article 458 de ce code et, par conséquent, contribue à fixer l’étendue de l’incrimination de

458 van dat wetboek en derhalve mede de omvang van de in dat laatste artikel opgenomen strafbaarstelling van de schending van het beroepsgeheim bepaalt, zodat het dient te voldoen aan het uit de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet voortvloeiende legaliteitsbeginsel in strafzaken.”

Hoewel sinds lange tijd vaststaat dat de notie wet ook de noties decreet en ordonnantie omvat die van dezelfde rangorde zijn, wordt dit aldus duidelijkheidshalve gepreciseerd in het tekstvoorstel van § 1 zelf, in navolging van de opmerking van de Raad van State onder randnummer 8.

De Raad van State formuleert nog een aantal andere bemerkingen met betrekking tot dit artikel waarop, in wat volgt, een antwoord wordt geboden.

Onder randnummer 5 van het advies stelt de Raad van State een vraag inzake de al dan niet toepassing van het voorgestelde artikel op de zogenaamde casuscoördinatie, stellende dat casuscoördinatie evenwel een ruimere inhoud dan het “overleg” waarvan in dat artikel gewag wordt gemaakt:

“Bij casuscoördinatie gaat het immers niet enkel om het gezamenlijk bespreken van de casus, maar ook om het beslissen over en het opvolgen van een traject, door alle partners samen. De voorgestelde bepaling kan weliswaar van toepassing zijn op de overlegmomenten die worden georganiseerd in het raam van een dergelijke casuscoördinatie, maar niet op de informatie-uitwisseling op andere momenten, noch op een gezamenlijke dossiervorming. Indien het de bedoeling is om de uitzondering op het beroepsgeheim ook te laten gelden voor dergelijke elementen van casuscoördinatie, dient zulks uitdrukkelijk te worden bepaald.”

Het opzet van voorliggend artikel is een wettelijk kader bieden of als het ware “een handvat” om een casusoverleg te organiseren. Het artikel beoogt enkel een wettelijke rechtvaardigingsgrond in te voeren voor de verschillende vormen van info-overleg. Zoals in het wetsvoorstel 1910/001 wordt aangegeven uit de praktijkervaringen op het terrein kan dat info-overleg verschillende vormen aannemen en specifieke situaties omvatten. Zo kan het gericht zijn op risico-inschatting waarbij tijdelijk en gericht informatie wordt uitgewisseld in acute situaties (zie het zogenaamde model “risico-inschatting plus”). Het info-overleg kan ook bestaan uit casusoverleg dat wordt georganiseerd op een periodieke basis (het zogenaamde “casusoverleg plus”). Tot slot, zoals ook aangehaald in de toelichting bij het wetsvoorstel, kan het ook gaan om een structurele samenwerking waarbij casusgericht wordt samengewerkt (het zogenaamde “casuscoördinatie plus” model). Zoals de Raad van State terecht opmerkt dient elk van deze modellen op een andere wijze en volgens andere

la violation du secret professionnel inscrite dans ce dernier article, de sorte qu’il y a lieu de satisfaire au principe de légalité en matière pénale, qui découle des articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution.”

Bien qu’il soit établi depuis longtemps que la notion de loi recouvre également celles de décret et d’ordonnance, qui jouissent du même rang, cette précision est encore apportée dans le texte même du paragraphe 1^{er} proposé, afin de donner suite à l’observation n° 8 du Conseil d’État.

Le Conseil d’État a encore formulé un certain nombre d’autres remarques au sujet de cet article. Nous y répondons ci-après.

Ainsi, le Conseil d’État se pose la question de savoir si l’article proposé s’applique ou non à la coordination des cas, qui a selon lui une portée bien plus étendue que la “concertation” dont il est question dans cet article (point 5 de l’avis).

“En effet, la coordination des cas n’implique pas uniquement l’examen collectif des cas, mais elle signifie également que l’ensemble des partenaires décident d’une procédure et la suivent. La disposition proposée peut certes être appliquée aux moments de concertation organisés dans le cadre d’une telle coordination des cas, mais pas aux échanges d’informations à d’autres moments, ni à une constitution collective de dossier. Si l’intention est d’également rendre l’exception au secret professionnel applicable à de tels éléments de la coordination des cas, il convient de le préciser expressément.”

L’article à l’examen vise à créer un cadre légal ou, en quelque sorte, un “point de référence” pour organiser une concertation de cas. L’article vise uniquement à instaurer une cause de justification légale pour les différentes formes de concertation de cas. Comme l’indique la proposition de loi 1910/001, l’expérience pratique du terrain montre que cette concertation de cas peut revêtir diverses formes et englober des situations spécifiques. Elle peut par exemple se concentrer sur l’analyse du risque, qui se traduit par un échange d’informations temporaire et ciblé dans des situations critiques (voir le modèle “évaluation des risques plus”). La concertation de cas peut également correspondre à une concertation de cas organisée sur une base périodique (la “concertation de cas plus”). Enfin, comme le précise toujours l’exposé des motifs de la proposition de loi, il peut aussi s’agir d’une collaboration structurelle dans laquelle les acteurs concernés coopèrent de manière centrée sur les cas (la “coordination des cas plus”). Comme le fait observer très justement le Conseil

modaliteiten te worden georganiseerd. Dit moet naderhand, in functie van de nagestreefde doelstellingen van het overleg, verder worden gepreciseerd in een wet, decreet of ordonnantie. Het kan ook op basis van een gemotiveerde toestemming van de procureur des Konings, die in dit geval een schriftelijk weerslag dient te krijgen in een welbepaald geval (bijvoorbeeld bij kantschrift) of in een meer gestructureerd kader, bijvoorbeeld via een protocol.

Dit sluit ook aan bij de opmerking van de Raad van State onder randnummer 7 van het advies. De Raad van State stelt vast dat “de gevallen waarin er geen misdrijf is, zeer ruim zijn omschreven. Met name is het begrip “bescherming van de fysieke en psychische integriteit van de persoon of van derden” zeer ruim, zodat tal van overlegstructuren onder het voorgestelde 458ter van het Strafwetboek kunnen vallen en derhalve in zeer vele gevallen informatie-uitwisseling binnen de hulpverlening, of tussen hulpverlening, politie of justitie mogelijk is, ver buiten situaties van noodtoestand of onmiddellijk dreigend gevaar. Ook het begrip “openbare veiligheid” kan zeer ruim worden geïnterpreteerd. Bovendien worden er geen voorwaarden gesteld inzake mogelijke situaties of misdrijven, graad van ernst, frequentie of complexiteit van de feiten of de situatie, voorafgaande stappen die gevolgd moeten worden, mogelijke deelnemers aan het overleg, enzovoort.” De Raad van State stelt dat erover moet worden gewaakt dat de essentie van het beroepsgeheim niet dreigt te worden aangetast, en of er derhalve ook geen onevenredige aantasting van het recht op eerbiediging van het privéleven (artikel 22 van de Grondwet), en het recht op sociale bijstand (artikel 23 van de Grondwet), voorhanden is. terwijl in de toelichting bij het voorstel uitdrukkelijk wordt aangegeven dat niet wordt geraakt aan de uitgangspunten van de rechtsfiguur van het beroepsgeheim.

Het is inderdaad zo dat de formulering van de doelstellingen met dewelke het casusoverleg kan worden georganiseerd, in algemene termen zijn omschreven. De voorgestelde tekst verwijst niet enkel naar de doelstelling van de bescherming van de fysieke of psychische integriteit van de betrokkene of van derden, maar ook naar de doelstelling van de bescherming van de openbare veiligheid, die hier niet wordt niet gehanteerd in de zin van de “titel VI – Misdrijven tegen de openbare veiligheid”, maar als een generieke term verwijzend naar potentieel gevaarlijke situaties die de publieke ruimte zouden kunnen bedreigen.

In de artikelsgewijze toelichting van het wetsvoorstel wordt in dit kader ten titel van voorbeeld verwezen naar de problematiek van de radicalisering.

Het tekstvoorstel voorziet ook dat dit overleg kan plaatsvinden met het oog op de bescherming van de nationale

d'État, chacun de ces modèles doit s'organiser d'une manière distincte et selon d'autres modalités à préciser *a posteriori* par une loi, un décret ou une ordonnance, en fonction des objectifs poursuivis par la concertation. Cela peut aussi se faire par l'intermédiaire d'une autorisation motivée du procureur du Roi qui, dans ce cas, doit recevoir un compte rendu écrit dans un cas bien déterminé (par exemple, par apostille) ou dans un cadre plus structuré, par le biais d'un protocole par exemple.

Cela rejoint l'observation du Conseil d'État qui figure sous le point 7 de son avis. Le Conseil d'État constate que “les cas où il n'y a pas infraction sont définis en des termes très larges. C'est notamment le cas de la notion de “protection de l'intégrité physique ou mentale de la personne ou de tiers”, si bien que de nombreuses structures de concertation peuvent entrer dans le champ d'application de l'article 458ter proposé du Code pénal et que, dans de très nombreux cas, des échanges d'informations sont dès lors possibles entre des services d'assistance ou entre ces services et la police ou la justice, bien au-delà des situations d'urgence ou de danger imminent. La notion de “sécurité publique” peut également s'interpréter d'une manière très large. En outre, il n'est fixé aucune condition concernant les situations ou infractions potentielles, le degré de gravité, la fréquence ou la complexité des faits ou de la situation, les démarches préalables à entreprendre, les éventuels participants à la concertation, etc.”. Le Conseil d'État indique qu'il faut veiller à ne pas porter atteinte à l'essence du secret professionnel et vérifier si dès lors il ne s'agit pas d'une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée, (article 22 de la Constitution), et au droit à l'aide sociale (article 23 de la Constitution), alors que les développements de la proposition mentionnent expressément que cette dernière ne modifie en rien les principes de la figure juridique du secret professionnel.

Il est un fait que les objectifs autour desquels la concertation de cas peut s'organiser sont formulés en des termes très généraux. Le texte proposé ne renvoie pas seulement à la protection de l'intégrité physique ou psychique de l'intéressé ou de tiers, mais également à l'objectif de protection de la sécurité publique. La notion de “sécurité publique” n'est pas employée, en l'occurrence, au sens du “titre VI – Des crimes et des délits contre la sécurité publique”, mais comme un terme générique renvoyant à des situations potentiellement dangereuses susceptibles de menacer l'espace public.

Dans ce cadre, le commentaire des articles de la proposition de loi renvoie, à titre d'exemple, à la problématique de la radicalisation.

Le projet de texte prévoit également que cette concertation pourra avoir lieu en vue de la protection de la sécurité

veiligheid, of in de functionele zin, de veiligheid van de Staat. Deze uitzonderingsgrond wordt ook erkend door het EVRM, de rechtspraak van het EHRM en ook van het Hof van Justitie. Daarin kan worden teruggevonden dat de notie “nationale veiligheid” onder meer het volgende omvat:

- de interne en de externe veiligheid van een lidstaat
- de aantasting van het functioneren van instellingen en essentiële openbare diensten alsook het overleven van de bevolking
- het risico van een ernstige verstoring van de externe betrekkingen of van de vreedzame co-existentie van de volkeren
- de aantasting van militaire belangen die openbare veiligheid in gevaar kunnen brengen.

De nodige indicaties voor de invulling van deze algemene termen zijn aldus voorhanden.

De Raad van State merkt tegelijkertijd ook op dat het evenwel niet opportuun, meer nog, zelfs onmogelijk is om deze termen verder in de wet te detailleren.

Maar de geformuleerde bezorgdheden zijn terecht. Er wordt evenwel nogmaals herinnerd aan het opzet van de invoering van dit artikel: het ter beschikking stellen van een duidelijk wettelijk omschrijven kader, een wettelijke rechtvaardigingsgrond of een handvat dat de mogelijkheid geeft verschillende vormen van casusoverleg mogelijk te maken, binnen hetgeen in artikel 458ter van het Strafwetboek wordt bepaald. Het komt dan aan de wetgever, decreetgever, ordonnantiegever toe om dit inhoudelijk wettelijk kader inhoudelijk verder in te vullen waarbij vanzelfsprekend rekening moet worden gehouden dat deze invulling tegemoet komt aan de grondwettelijke vereisten en niet raakt aan de grondrechten. Ingeval het initiatief uitgaat van de Procureur des Konings, dan moet deze ook binnen dit wettelijk kader werken. Zijn toestemming moet gemotiveerd zijn. Hij kan deze toestemming met motivering neerschrijven in een kantschrift bijvoorbeeld, maar hij kan dit ook doen in het ruimere kader van een protocol bijvoorbeeld. Hiertoe kan worden verwezen naar het zogenaamde toenmalige “Protocol van Moed” in het rechtsgebied Antwerpen waar een protocol werd gesloten tussen de verschillende betrokken actoren teneinde zaken van kindermishandeling gezamenlijk te kunnen bespreken en oriënteren.

Voor wat betreft de tweede paragraaf van het voorstelde artikel 458ter van het Strafwetboek wordt het eerste lid niet gewijzigd. In antwoord op advies van de Raad van State, randnummer 10, kan worden verwezen naar de aanpassing in

nationale, ou au sens fonctionnel, de la Sûreté de l'État. Ce motif d'exception est également reconnu par la CEDH, la jurisprudence de la CEDH ainsi que celle de la Cour de justice. Il y figure que la notion de “sécurité nationale” comprend notamment ce qui suit:

- la sécurité interne et externe d'un État membre;
- l'atteinte au fonctionnement des institutions et des services publics essentiels ainsi qu'à la survie de la population;
- le risque d'une perturbation grave des relations extérieures ou de la coexistence pacifique des peuples;
- l'atteinte aux intérêts militaires susceptible de mettre la sécurité publique en danger.

Les indications nécessaires pour établir la teneur de ces termes généraux sont donc disponibles.

Le Conseil d'État fait également observer qu'il n'est toutefois pas opportun, et même impossible, de définir plus précisément ces termes dans la loi.

Mais les préoccupations formulées sont fondées. Nous voulons toutefois rappeler l'objectif de l'insertion de cet article, à savoir la mise à disposition d'un cadre légal clairement circonscrit, d'une cause de justification légale ou d'un point d'appui permettant de concevoir différentes formes de concertation de cas dans le cadre des dispositions de l'article 458ter du Code pénal. Il reviendra alors au législateur, au législateur décréteur et au législateur ordonnancier de préciser le contenu de ce cadre légal, en faisant évidemment en sorte que cette précision satisfasse aux exigences constitutionnelles et ne porte pas atteinte aux droits fondamentaux. Si l'initiative vient du procureur du Roi, celui-ci devra donc agir dans le respect de ce cadre légal. Son accord doit être motivé. Il pourra par exemple consigner cet accord dans une apostille, mais il pourra également le faire dans le cadre plus large d'un protocole. On peut à cet égard renvoyer à ce qu'on appelait à l'époque, dans le ressort d'Anvers, le “Protocol van Moed”, un protocole conclu entre les différents acteurs concernés dans le but de pouvoir examiner et orienter en commun les affaires de maltraitance d'enfant.

Concernant le deuxième paragraphe de l'article 458ter proposé du Code pénal, l'alinéa 1^{er} n'est pas modifié. En réponse à l'avis du Conseil d'État, point 10, il peut être renvoyé à la modification dans le paragraphe 1^{er}, afin de satisfaire au

§ 1 teneinde tegemoet te komen aan het randnummer 8 van het advies waardoor nu wordt verwezen naar de wet, het decreet en de ordonnantie. De bepaling is dus niet voorbehouden voor de overlegvormen die uitsluitend tot de federale bevoegdheid behoren, waardoor het randnummer 10 zonder betekenis is geworden.

In antwoord op het randnummer 11 van het advies van de Raad van State, waarin deze zich afvraagt waaruit voortvloeit dat de informatie die wordt meegedeeld tijdens het overleg, niet zou mogen worden opgenomen in de persoonsdossiers die worden aangelegd door de bij het overleg betrokken partijen, wordt naar dit lid verwezen. Gelet op deze geheimhoudingsplicht, mogen deze gegevens niet worden opgenomen in het persoonsdossier. Als er om aan de doelstelling van een specifiek casusoverleg te kunnen beantwoorden, een gezamenlijk dossier zou moeten worden aangelegd om bijvoorbeeld een plan van aanpak uit te werken, dan moeten de modaliteiten daarvan ook worden gepreciseerd in een wet, decreet of ordonnantie of in de schriftelijke neerslag van de gemotiveerde toestemming van de procureur des Konings, in een welbepaald geval of in een meer gestructureerd kader, bijvoorbeeld via een protocol.

Het tweede lid van paragraaf 2 wordt aangevuld teneinde tegemoet te komen aan het randnummer 10 van het advies van de Raad van State. De Raad van State geeft aan dat deze bepaling weliswaar voorziet in een geheimhoudingsplicht, maar dat deze niet gepaard gaat met een met een strafbaarstelling. Hieraan wordt tegemoetgekomen.

Onder randnummer 12 van het advies geeft de Raad van State aan dat de betekenis van het voorgestelde artikel 458ter, § 2, derde lid, van het Strafwetboek ("Het overleg staat een strafrechtelijke vervolging niet in de weg") niet duidelijk is. In de toelichting bij het wetsvoorstel wordt hierover het volgende aangegeven:

Deze bepaling verhindert vanzelfsprekend een strafrechtelijke vervolging niet. Ingeval het overleg plaatsgrijpt lopende een onderzoek, kan dit onderzoek worden verdergezet. Ingeval naderhand misdrijven worden vastgesteld in hoofde van een persoon of in een dossier over wie of over hetwelk een overleg werd gepleegd, belet dit ook de strafrechtelijke vervolging niet. Teneinde hier geen twijfel over te laten bestaan, wordt dit ook geëxpliceerd in het tekstvoorstel. Er kunnen onderzoeksdaden worden opgestart ingeval er uit het casusoverleg aanwijzingen zouden voortvloeien die maken dat onderzoeksdaden nodig zijn.

Het is dus duidelijk dat de beide pistes worden beoogd. In dit opzet stelt de Raad van State het volgende:

point 8 de l'avis, qui a pour effet qu'il est à présent renvoyé à la loi, au décret et à l'ordonnance. La disposition n'est dès lors pas réservée aux formes de concertation qui relèvent exclusivement de la compétence fédérale, ce qui vide le point 10 de sa substance.

En réponse au point 11 de l'avis du Conseil d'État, dans lequel celui-ci se demande ce qui permet de conclure que les informations communiquées durant la concertation ne pourraient pas figurer dans les dossiers personnels constitués par les parties concernées par la concertation, il est renvoyé à cet alinéa. Eu égard à cette obligation de confidentialité, ces données ne peuvent pas être inscrites dans le dossier personnel. Si, afin de pouvoir répondre à l'objectif d'une concertation de cas spécifique, un dossier collectif devait être constitué dans le but d'élaborer un plan d'approche par exemple, ses modalités devraient également être précisées dans une loi, un décret ou une ordonnance ou dans la formalisation écrite de l'accord motivé du procureur du Roi, dans un cas bien précis ou dans un cadre plus structuré, par exemple par le biais d'un protocole.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 est complété afin de répondre au point 10 de l'avis du Conseil d'État. Celui-ci indique que bien que cette disposition prévoie une obligation de confidentialité, celle-ci ne va pas de pair avec une incrimination. Il est répondu à cette observation.

Au point 12 de son avis, le Conseil d'État indique que la portée de l'article 458ter, § 2, alinéa 3, proposé, du Code pénal ("La concertation n'empêche pas les poursuites pénales") manque de clarté. Dans les développements de la proposition de loi, il est indiqué à ce sujet:

Cette disposition n'exclut naturellement pas les poursuites pénales. Si la concertation a lieu durant une enquête, cette dernière peut se poursuivre. Les poursuites pénales ne sont pas exclues non plus si, ensuite, des infractions sont constatées dans le chef d'une personne ou dans un dossier faisant l'objet d'une concertation. Ces points sont également explicités dans le texte proposé afin qu'il ne subsiste aucun doute à ce sujet. Des actes d'instruction peuvent être entamés dans les cas où des indices les rendant nécessaires ressortiraient de la concertation de cas.

Il est donc clair que les deux pistes sont poursuivies. Dans cette optique, le Conseil d'État statue que:

“Indien het evenwel de bedoeling zou zijn dat de (nog niet door de politionele of gerechtelijke overheden gekende) informatie die wordt medegedeeld tijdens het overleg ook met het oog op vervolging kan worden gebruikt, rijst de vraag hoe dit te verenigen valt met de in het voorgestelde artikel 458ter, § 2, tweede lid, van het Strafwetboek opgenomen geheimhoudingsplicht. Het is noodzakelijk dat hierover duidelijkheid wordt verschaft, aangezien het al dan niet kunnen gebruiken van de medegedeelde informatie voor vervolgingsdoeleinden bepalend zal zijn voor de bereidheid tot deelname aan het overleg en voor de keuze welke informatie men al dan niet wenst te delen met de andere deelnemers aan het overleg.”

Hiertoe wordt benadrukt dat het casusoverleg een spreekrecht invoegt en geen spreekplicht. Dit blijkt duidelijk uit de bewoordingen van het artikel en uit de toelichting. Dergelijk casusoverleg kan maar effectief en constructief zijn ingeval er wederzijds vertrouwen is tussen de deelnemers over elkaar rol en in welk kader dit overleg plaatsgrijpt.

Art. 30/3

Voorliggend artikel werd ook overgenomen van het wetsvoorstel. Het beoogt tegemoet te komen aan de interpretatie voorgeschreven door de arresten 127/2013 en 163/2013 van het Grondwettelijk Hof tegemoet te komen door de invoering van een nieuw artikel 458quater in het Strafwetboek dat deze interpretatie van het Grondwettelijk Hof weergeeft. Daar zich gelijkaardige gevallen zouden kunnen voordoen met toepassing van het nieuwe artikel 458ter, wordt hiervoor dezelfde uitzondering voorzien als voor artikel 458bis van het Strafwetboek.

Ten aanzien van het casusoverleg geeft de Raad van State onder randnummer 13 van het advies aan dat deze bepaling als gevolg heeft dat een advocaat nooit zal kunnen deelnemen aan een overleg wanneer hij in het bezit is van zulke informatie, zelfs al gaat het om een overleg waarbij geen politionele of gerechtelijke overheden aanwezig zijn of zelfs al maakt hij geen gewag van de zo-even vermelde informatie. Er dient te worden nagegaan of een meer genuanceerde, eventueel in het licht van de aard van en de deelnemers aan het overleg gedifferentieerde, regeling niet wenselijk is.

Teneinde aan deze terechte opmerking van de Raad van State tegemoet te komen, werd het tekstvoorstel herformuleerd. Het is inderdaad zo dat het bezwaar van het Grondwettelijk Hof betrekking heeft op een deel van de informatie waarover de advocaat beschikt. Het Grondwettelijk Hof formuleerde het als volgt:

“Si, toutefois, l'intention est que l'information (qui n'est pas encore connue par les services de police ou les autorités judiciaires) qui est communiquée pendant la concertation puisse également être utilisée en vue d'engager des poursuites pénales, la question se pose de savoir comment cette situation peut se concilier avec le secret imposé à l'article 458ter, § 2, alinéa 2, proposé, du Code pénal. Il est nécessaire de clarifier ce point, dès lors que l'utilisation ou la non-utilisation des informations communiquées à des fins de poursuite déterminera la volonté de participer à la concertation et le choix des informations que l'on souhaitera ou non partager avec les autres participants à la concertation.”

À cet effet, il est souligné que la concertation de cas introduit non pas un devoir de parole, mais un droit de parole. La formulation de l'article en question et les développements sont explicites sur ce point. Une telle concertation de cas ne peut être efficace et constructive que si les participants se font mutuellement confiance quant à leur rôle respectif, indépendamment du cadre dans lequel se déroule la concertation.

Art. 30/3

Cet article a également été repris de la proposition de loi. Il tient compte de l'interprétation prescrite par les arrêts 127/2013 et 163/2013 de la Cour constitutionnelle en insérant dans le Code pénal un nouvel article 458quater qui consacre cette interprétation. Étant donné que des cas similaires pourraient se présenter dans le cadre de l'application du nouvel article 458ter du Code pénal, l'article 458quater prévoit une exception identique à celle inscrite pour l'article 458bis du Code pénal.

S'agissant de la concertation de cas, le Conseil d'État indique au point 13 de son avis que cette disposition aura pour effet qu'un avocat ne pourra jamais participer à une concertation lorsqu'il est en possession de telles informations, même s'il s'agit d'une concertation en dehors de la présence d'autorités policières ou judiciaires ou même s'il ne fait pas état des informations précitées. Il convient d'examiner s'il n'est pas souhaitable de prévoir un dispositif plus nuancé, éventuellement différencié au regard de la nature de la concertation et des participants à celle-ci.

Le texte de la proposition a été reformulé afin de donner suite à cette observation, formulée à juste titre par le Conseil d'État. En effet, l'objection de la Cour constitutionnelle porte sur une partie des informations dont dispose l'avocat. La Cour constitutionnelle l'a formulée comme suit:

“B.31.1. Wanneer de mogelijkheid, voor een advocaat om zich van zijn beroepsgeheim te ontdoen, zoals te dezen, betrekking heeft op vertrouwelijke informatie die door zijn cliënt wordt meegedeeld en voor deze mogelijkerwijs incriminerend is, heeft zij betrekking op activiteiten die de kern uitmaken van zijn opdracht van verdediging in strafzaken.

B.31.2. De grondwettigheid van de bestreden bepaling dient te worden beoordeeld rekening houdend met het feit dat het beroepsgeheim van de advocaat een algemeen beginsel is dat verband houdt met de naleving van de fundamentele rechten. Aldus kunnen de regels die daarvan afwijken, slechts strikt worden geïnterpreteerd, rekening houdend met de wijze waarop het beroep van advocaat in de interne rechtsorde is geregeld. Aldus dient de regel van het beroepsgeheim maar te wijken indien zulks kan worden verantwoord door een dwingende reden van algemeen belang en indien het opheffen van het geheim strikt evenredig is gezien dat doel.”

Deze interpretatie sluit echter niet uit dat een advocaat tocht een bepaald casusoverleg zou kunnen deelnemen of gebruikmaken van zijn spreekrecht zoals bepaald in artikel 458*bis*, met name voor wat betreft andere informatie betreft waarvan hij het mogelijkerwijze nuttig acht om dit bijvoorbeeld te delen in het casusoverleg.

Wanneer echter het gebruik maken van dit recht betrekking heeft op activiteiten die de kern uitmaken van zijn opdracht van verdediging in strafzaken, kan dit echter vaak moeilijk verzoenbaar zijn. Maar er kan bijvoorbeeld worden gedacht aan de situatie waarbij een advocaat de rol van schuldbemiddelaar heeft of de rol van een bemiddelaar in familiezaken op zich neemt. In dergelijk geval hoeft een deelname aan het casusoverleg bijvoorbeeld niet bij voorbaat te worden uitgesloten. In functie van de doelstelling waarmee een casusoverleg wordt georganiseerd, zal aldus ook moeten worden bepaald en gepreciseerd in een wet, decreet of ordonnantie of in de schriftelijke neerslag van de gemotiveerde toestemming van de procureur des Konings, in een welbepaald geval of in een meer gestructureerd kader, bijvoorbeeld via een protocol, of een advocaat aan het overleg kan deelnemen.

Volgend op het advies van de Raad van State onder de randnummers 14 en 15; worden de artikelen 5, 6 en 7 van het wetsvoorstel niet hernomen.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Sophie DE WIT (N-VA)

“B.31.1. A cet égard, lorsqu'elle concerne, comme en l'espèce, des informations confidentielles communiquées par son client et susceptibles d'incriminer celui-ci, la faculté laissée à un avocat de se départir de son secret professionnel touche à des activités qui se situent au cœur de sa mission de défense en matière pénale.

B.31.2. La constitutionnalité de la disposition attaquée doit s'apprécier en tenant compte de ce que le secret professionnel de l'avocat est un principe général qui participe du respect des droits fondamentaux. Ainsi, les règles qui y dérogent ne peuvent être que de stricte interprétation, compte tenu de la manière dont est organisée la profession d'avocat dans l'ordre juridique interne. Ainsi la règle du secret professionnel ne doit-elle céder que si cela peut se justifier par un motif impérieux d'intérêt général et si la levée du secret est strictement proportionnée, eu égard à cet objectif.”

Cette interprétation n'exclut cependant pas qu'un avocat puisse tout de même participer à une concertation de cas déterminée ou faire usage de son droit de parler comme prévu à l'article 458*bis*, lorsqu'il est question d'autres informations qu'il juge utile de partager, par exemple, lors de la concertation de cas.

Par contre, lorsque l'usage de ce droit concerne des activités qui se situent au cœur de sa mission de défense en matière pénale, les choses sont souvent difficilement conciliables. On peut cependant songer à la situation dans laquelle un avocat endosse le rôle de médiateur de dettes ou de médiateur en matière familiale. Dans ce cas, une participation à une concertation de cas, par exemple, ne doit pas être exclue d'emblée. En fonction de l'objectif dans lequel une concertation de cas est organisée, il conviendra donc aussi de prévoir et de préciser dans une loi, un décret ou une ordonnance, ou dans la formalisation écrite de l'accord motivé du procureur du Roi, dans un cas bien précis ou dans un cadre plus structuré, par exemple par le biais d'un protocole, si un avocat peut participer à la concertation.

Conformément aux points 14 et 15 de l'avis du Conseil d'État exposé, les articles 5, 6 et 7 de la proposition de loi ne sont dès lors pas repris.

Nr. 59 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 33

In het voorgestelde artikel 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “worden door de personen die erin opgesloten of geïnterneerd zijn, de verklaringen van hoger beroep in strafzaken die tegen het vonnis worden ingebracht aan de directeur van die instelling of zijn gemachtigde gedaan” **vervangen door de woorden** “kunnen door de personen die erin opgesloten of geïnterneerd zijn, de verklaringen van hoger beroep in strafzaken en de verzoekschriften waarin nauwkeurig de grieven worden bepaald die tegen het vonnis worden ingebracht aan de directeur van die instelling of zijn gemachtigde worden gedaan”;

2° in het tweede lid wordt het woord “verklaringen” **vervangen door de woorden** “verklaringen en verzoekschriften”;

3° in het derde lid wordt het woord “verklaringen” **vervangen door de woorden** “verklaringen en verzoekschriften”;

4° in het vierde lid worden de woorden “deze verklaring” **vervangen door de woorden** “de verklaring van hoger beroep”;

5° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De directeur of zijn gemachtigde bezorgt uiterlijk de eerste werkdag volgend op de ontvangst het verzoekschrift waarin nauwkeurig de grieven worden bepaald die tegen het vonnis worden ingebracht, met vermelding van de datum van ontvangst ervan, aan de griffier van de rechtbank waarvan de beslissing uitgaat waartegen beroep wordt ingesteld.”.

N° 59 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 33

Dans l'article 33 sont apportés les modifications suivantes:

1° dans le premier alinéa, les mots “les déclarations d'appel en matière pénale sont faites aux directeurs de ces établissements ou à leur délégué par les personnes qui y sont détenues ou internées” **sont remplacés par** “les déclarations d'appel en matière pénale et les requêtes qui contiennent précisément les griefs élevés contre le jugement peuvent être faites aux directeurs de ces établissements ou à leur délégué par les personnes qui y sont détenues ou internées”;

2° dans le deuxième alinéa, le mot “déclarations” **est remplacé par les mots** “déclarations et requêtes”;

3° dans le troisième alinéa, le mot “déclaration” **est remplacé par les mots** “déclarations et requêtes”;

4° dans le quatrième alinéa, les mots “cette déclaration” **sont remplacés par les mots** “la déclaration d'appel”;

5° l'article est complété avec un alinéa, rédigé comme suit:

“Le directeur ou son délégué transmet au greffier du tribunal dont émane la décision qui fait l'objet de l'appel la requête qui contient précisément les griefs élevés contre le jugement au plus tard le premier jour ouvrable suivant sa réception, avec mention de la date de réception.”.

VERANTWOORDING

De wet van 5 februari 2016 tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie voorziet in de verplichting voor de veroordeelde die hoger beroep wenst in te stellen tegen een vonnis om ook een verzoekschrift in te dienen waarin nauwkeurig de grieven worden bepaald die tegen het vonnis worden ingebracht.

De wet van 25 juli 1893 betreffende de aantekening van beroep van gevangenzittende of geïnterneerde personen bepaalt echter niet dat opgesloten personen dit verzoekschrift kunnen indienen in de gevangenis.

Dit amendement maakt mogelijk dat opgesloten personen zowel de verklaring van hoger beroep als het verzoekschrift met opgave van de grieven kunnen indienen in de gevangenis binnen de door de Koning bepaalde openingstijden van de gevangenis.

Het komt de directeur of zijn gemachtigde niet toe om te verifiëren of in geval van verklaring van hoger beroep de opgesloten persoon eveneens een verzoekschrift met grieven heeft ingediend, noch om na te gaan of dit verzoekschrift betreffende de grieven correct en nauwkeurig is opgesteld. Dit blijft de verantwoordelijkheid van de opgesloten persoon.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)

JUSTIFICATION

La loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et le droit de la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice prévoit l'obligation, pour le condamné qui souhaite interjeter appel contre un jugement, de déposer une requête qui détermine précisément les griefs élevés contre le jugement.

La loi du 25 juillet 1893 relative aux déclarations d'appel des personnes détenues ou internées ne prévoit cependant pas que les personnes incarcérées peuvent introduire cette requête dans la prison.

Cet amendement prévoit la possibilité pour les personnes incarcérées d'introduire à la fois leur déclaration d'appel et la requête contenant les griefs dans la prison dans les heures d'ouvertures de la prison déterminées par le Roi.

Il n'appartient pas au directeur ou à son délégué de vérifier si, en cas de déclaration d'appel, la personne incarcérée a également introduit une requête contenant les griefs, ni de vérifier si cette requête contenant les griefs est rédigée de manière correcte et précise. Cela reste la responsabilité de la personne incarcérée.

Nr. 60 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 101

Het voorgestelde artikel 25/2, § 3, vervangen als volgt:

“§ 3. Bij de behandeling van het beroepschrift vraakt de beroepscommissie, ambtshalve, op vraag van één van de partijen of op vraag van het lid zelf, elke lid van de Beroepscommissie van wie de onafhankelijkheid ten aanzien van de behandeling van de klacht kan worden betwist.”.

VERANTWOORDING

Deze tekst komt tegemoet aan de kritieken die werden geuit omtrent het ingestelde wrakingsmechanisme. Er werd gevreesd dat de formulering van artikel 25/2, § 3, de werking van de beroepscommissie zou verlammen. De nieuwe tekst geeft beter weer dat een wraking enkel nodig is wanneer er voor een lid van de beroepscommissie een onverenigbaarheid is om de klacht te behandelen (bijvoorbeeld omdat men als rechter, advocaat in de zaak van de gedetineerde betrokken is geweest, in geval van verwantschap, omdat men brieven van de gedetineerde omtrent de te behandelen klacht heeft beantwoord, ...).

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 60 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 101

Remplacer l'article 25/2, § 3, proposé comme suit:

“§ 3. Lors du traitement du recours, la Commission d'appel récuse tout membre de la Commission d'appel dont l'indépendance concernant le traitement de la plainte peut être contestée, et ce d'office, à la demande d'une des parties ou à la demande du membre lui-même.”.

JUSTIFICATION

Ce texte rencontre les critiques émises concernant le mécanisme de récusation. La crainte était que la formulation de l'article 25/2, § 3 paralyserait le fonctionnement de la Commission d'appel. Le nouveau texte exprime mieux qu'une récusation est seulement nécessaire quand il existe une incompatibilité de traiter la plainte dans le chef d'un membre (ex.: parce qu'il est intervenu comme juge, avocat dans l'affaire du détenu, en cas de parenté, parce que le membre a répondu à des courriers du détenu concernant la plainte à traiter,...).

Nr. 61 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 102

Artikel 25/3 in ontwerp vervangen als volgt:

“§ 1. De Kamer van volksvertegenwoordigers stelt de bezoldiging van de leden van het bureau en de vergoeding van de leden van de Centrale Raad en van de leden van de beroepscommissies vast. Hetzelfde geldt voor de personeelsformatie en het statuut van de leden van het secretariaat.

De Kamer van volksvertegenwoordigers kan deze bezoldiging, deze vergoeding, deze personeelsformatie en dit statuut wijzigen, na het advies van de Centrale Raad te hebben ingewonnen.”.

VERANTWOORDING

De huidige Centrale Toezichtsraad voor het gevangeniswezen heeft opgemerkt dat de leden van het secretariaat ter ondersteuning van de toekomstige raad overeenkomstig de voorgestelde tekst een vergoeding in plaats van een bezoldiging zullen ontvangen. De correcte werking van de raad kan uitsluitend worden gewaarborgd mits ondersteuning van een professioneel, en derhalve bezoldigd, secretariaat.

De verwoording van de tekst moet dus worden herzien. De verwijzing naar het personeel van het secretariaat in het eerste lid wordt bijgevolg geschrapt. Het statuut zoals vermeld in de tweede zin van het lid omvat alle statutaire aspecten, waaronder de geldelijke aspecten. [Bij wijze van voorbeeld kan worden verwezen naar artikel 19, tweede lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.]

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 61 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 102

Remplacer l'article 25/3 proposé, comme suit:

“§ 1^{er}. La Chambre des représentants fixe la rémunération des membres du bureau et l'indemnité des membres du Conseil central et des membres des commissions. La même chose vaut pour la cadre organique et le statut des membres du secrétariat.

La Chambre des représentants peut modifier cette rémunération, cette indemnité, ce cadre et ce statut après avoir recueilli l'avis du Conseil central.”.

JUSTIFICATION

L'actuel Conseil central de surveillance pénitentiaire a relevé qu'en vertu du texte proposé, les membres du secrétariat en appui du futur conseil bénéficieront d'une indemnité et non d'une rémunération. Or le conseil ne pourra fonctionner correctement que s'il est soutenu par un secrétariat professionnel et, partant, rémunéré.

Il convient dès lors de revoir la formulation du texte. Il est opté pour la suppression de la référence au personnel du secrétariat dans le premier alinéa. La notion de statut telle que mentionnée dans la seconde phrase de l'alinéa recouvre tous les aspects statutaires, en ce compris les aspects pécuniaires. [Il peut être référé, à titre d'exemple, à l'article 19, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.]

Nr. 62 VAN DE HEER **TERWINGEN c.s.**

Art. 104

In het voorgestelde artikel 27, § 3, de woorden “binnen een termijn van twee maanden” vervangen door de woorden “uiterlijk binnen één maand”.

VERANTWOORDING

Deze tekst komt tegemoet aan de kritiek dat de termijn voor de directeur om te antwoorden op vragen om inlichtingen door de commissie van toezicht, die in het ontwerp is bepaald op twee maanden, te lang is.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 62 DE M. **TERWINGEN ET CONSORTS**

Art. 104

A l'article 27, § 3, proposé, remplacer les mots “dans un délai de deux mois après réception” par les mots “au plus tard dans le mois de la réception”.

JUSTIFICATION

Ce texte rencontre la critique selon laquelle le délai pour que le directeur réponde aux demandes d'informations de la commission de surveillance et qui est fixé à deux mois dans le projet est trop long.

Nr. 63 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 105

In het voorgestelde artikel 28, § 3, eerste lid, de woorden “, op voordracht van de commissie van toezicht,” invoegen tussen de woorden “De Centrale Raad wijst” en de woorden “bij elke commissie”.

VERANTWOORDING

Het verdient de voorkeur voor de goede werking van de commissies van toezicht dat zij zelf, volgens de procedure bepaald in het huishoudelijk reglement, beslissen wie de rol van voorzitter en ondervoorzitter op zich neemt.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 63 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 105

A l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, proposé, insérer les mots “sur proposition de la commission de surveillance” entre les mots “le Conseil central désigne” et “dans chaque commission”.

JUSTIFICATION

Il est préférable pour le bon fonctionnement de la commission que surveillance qu'elle détermine elle-même, selon la procédure déterminée dans le règlement d'ordre intérieur, qui assume le rôle de président et de vice-président.

Nr. 64 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 108

Het voorgestelde artikel 31, § 3, vervangen als volgt:

“§ 3. Bij de behandeling van een klacht vraakt de klachtencommissie, ambtshalve, op vraag van één van de partijen of op vraag van het lid zelf, elk lid van wie de onafhankelijkheid ten aanzien van de behandeling van de klacht kan worden betwist.”.

VERANTWOORDING

Deze tekst komt tegemoet aan de kritiek die werd geuit op het voorgestelde wrakingsmechanisme. Er werd gevreesd dat de formulering van artikel 31, § 3, de werking van de klachtencommissie zou verlammen. De nieuwe tekst geeft beter weer dat een wraking enkel nodig is wanneer er voor een lid van de klachtencommissie een onverenigbaarheid is om de klacht te behandelen (bijvoorbeeld omdat men als rechter, advocaat in de zaak van de gedetineerde betrokken is geweest, in geval van verwantschap, omdat men brieven van de gedetineerde omtrent de te behandelen klacht beantwoord heeft, omdat men als maandcommissaris heeft bemiddeld omtrent de klacht, ...).

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 64 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 108

Remplacer l'article 31, § 3, proposé comme suit:

“§ 3. Lors du traitement d'une plainte, la Commission des plaintes récuse tout membre dont l'indépendance concernant le traitement de la plainte peut être contestée, et ce, d'office, à la demande d'une des parties ou à la demande du membre lui-même.”.

JUSTIFICATION

Ce texte rencontre les critiques émises concernant le mécanisme de récusation. Le crainte était que la formulation de l'article 31, § 3 paralyserait le fonctionnement de la Commission des plaintes. Le nouveau texte exprime mieux qu'une récusation est seulement nécessaire quand il existe une incompatibilité de traiter la plainte dans le chef d'un membre (ex.: parce qu'il est intervenu comme juge, avocat dans l'affaire du détenu, en cas de parenté, parce que le membre a répondu à des courriers du détenu concernant la plainte à traiter, parce que le membre est intervenu dans une médiation en tant que commissaire du mois,...).

Nr. 65 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 119

In limine van de Nederlandstalige versie de woorden “en dat gedeeltelijk vernietigd is” vervangen door de woorden “en gedeeltelijk vernietigd”.

VERANTWOORDING

Deze wijziging is louter van wetgevingstechnische aard.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 65 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 119

Dans la version néerlandophone, in limine, remplacer les mots “en dat dat gedeeltelijk vernietigd is” par les mots “en gedeeltelijk vernietigd”.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une modification de pure technique législative.

Nr. 66 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 125

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 125. In artikel 153, § 1, van dezelfde wet worden de woorden “ambtshalve of op voorstel van de directeur” vervangen door de woorden “behoudens verzet van de directeur”.

VERANTWOORDING

Dit wetsontwerp schrapt de mogelijkheid voor de klachtenrechter om ambtshalve een klacht te zenden naar de maandcommissaris met het oog op bemiddeling ervan. Een bemiddeling opstarten indien de directeur dit niet aangewezen acht, heeft geen enkele zin en zal alleen maar leiden tot vertraging van de procedure.

Dit amendement stelt de klachtenrechter echter in staat om toch de mogelijkheid van bemiddeling aan te kaarten zonder dat de gevangenisdirecteur dit voorstelt. Het aanmoedigen van een bemiddeling is immers ten sterkste aangewezen gelet op het feit dat de beide partijen gedurende een langere tijd dagelijks met elkaar te maken hebben.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 66 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 125

Remplacer cet article comme suit:

“Art. 125. A l’article 153, § 1^{er}, de la même loi, les mots “d’office ou sur proposition du directeur” sont remplacés par les mots “sauf opposition du directeur”.

JUSTIFICATION

Le projet de loi supprime la possibilité pour le juge des plaintes d’envoyer d’office une plainte au commissaire du mois en vue de médiation. Initier une médiation si le directeur ne l’estime pas nécessaire n’a pas de sens n’aura que pour conséquence de retarder la procédure.

Cet amendement permet cependant au juge des plaintes d’envisager la possibilité d’une médiation sans que le directeur n’en fasse la proposition. Encourager une médiation est en effet fortement conseillé vu le fait que les deux parties se côtoient au quotidien pendant une longue période de temps.

Nr. 67 VAN DE HEER **TERWINGEN c.s.****HOOFDSTUK 24/2** *(nieuw)***Een hoofdstuk 24/2 invoegen, luidende:**

“Hoofdstuk 24/2. Wijziging van de wet van 4 mei 2016 houdende internering en diverse bepalingen inzake Justitie”

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 67 DE M. **TERWINGEN ET CONSORTS****CHAPITRE 24/2** *(nouveau)***Insérer un chapitre 24/2, rédigé comme suit:**

“Chapitre 24/2. Modification de la loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice”

Nr. 68 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 142/6 (*nieuw*)

In het voornoemde hoofdstuk 24/2, een artikel 142/6 invoegen, luidende:

“Art. 142/6. In artikel 258, eerste lid, van de wet van 4 mei 2016 houdende internering en diverse bepalingen inzake Justitie, worden de woorden “zes maanden” vervangen door de woorden “één jaar”.”.

VERANTWOORDING

Een aantal personeelsleden van de penitentiaire inrichtingen die zijn belast met het secretariaat van de commissies voor bescherming van de maatschappij tot de afschaffing ervan, hebben ingestemd met een terbeschikkingstelling van de nieuwe kamers voor de bescherming van de maatschappij opgericht in de strafuitvoeringsrechtbanken.

De inbreng van die deskundigheid wordt unaniem gewaardeerd door de leidinggevendenden van de betrokken strafuitvoeringsrechtbanken.

De periode van maximaal zes maanden lijkt evenwel te kort te zijn om die inbreng van deskundigheid ten volle te benutten.

Dankzij die terbeschikkingstelling moeten de personeelsleden die dat zouden wensen, in de tussentijd overigens definitief kunnen worden overgeheveld via mobiliteit. Het koninklijk besluit dat die intrafederale mobiliteit regelt, is evenwel nog steeds niet voltooid en de vrees bestaat dat een definitieve overheveling niet haalbaar is binnen de periode van zes maanden die is ingegaan op 1 oktober 2016.

Er moet dan ook in de mogelijkheid worden voorzien om de periode van terbeschikkingstelling te verlengen. De gebruikte formulering dekt de periode van zes maanden waarin reeds wordt voorzien en maakt een verlenging ervan met een nieuwe periode van maximaal zes maanden mogelijk.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 68 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 142/6 (*nouveau*)

Dans le chapitre 24/2 précité, insérer un article 142/6, rédigé comme suit:

“Art. 142/6. Dans l’article 258, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 mai 2016 relative à l’internement et à diverses dispositions en matière de Justice, les mots “de six mois” sont remplacés par les mots “d’un an”.”.

JUSTIFICATION

Un certain nombre de membres du personnel relevant des établissements pénitentiaires assurant le secrétariat des commissions de défense sociale jusqu’à leur suppression, ont marqué leur accord pour une mise à disposition des nouvelles chambres de protection sociale créées au sein des tribunaux de l’application des peines.

L’apport de cette expertise est unanimement apprécié par les responsables des tribunaux de l’application des peines concernés.

La période maximale de six mois paraît cependant trop courte que pour mettre pleinement à profit cet apport d’expertise.

Cette mise à la disposition doit par ailleurs permettre de réaliser dans l’entre-temps le transfert définitif des membres du personnel qui le souhaiteraient par la voie de la mobilité. L’arrêté royal réglant cette mobilité intra-fédérale n’est toutefois toujours pas finalisé et il est à craindre qu’un transfert définitif ne soit pas réalisable endéans la période de six mois qui a pris cours le 1^{er} octobre 2016.

Il convient dès lors de prévoir la possibilité de prolonger la période de mise à disposition. La formulation utilisée couvre la période de six mois déjà prévue et permet de la prolonger par une nouvelle période maximale de six mois.

Nr. 69 VAN DE HEER **TERWINGEN c.s.**

HOOFDSTUK 7/1 (*nieuw*)

Een hoofdstuk 7/1 invoegen, luidend als volgt:

“Hoofdstuk 7/1. Wijziging van de wet 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichtingen.”.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 69 DE M. **TERWINGEN ET CONSORTS**

CHAPITRE 7/1 (*nouveau*)

Insérer un chapitre 7/1, rédigé comme suit:

“Chapitre 7/1. Modification de la loi du 3 avril 1953 d’organisation judiciaire”.

Nr. 70 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 40/1 (*nieuw*)

In het voornoemde hoofdstuk 7/1, aan artikel 40/1 invoegen, luidend als volgt:

“Art. 40/1. In artikel 2 van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, hersteld bij de wet van 4 maart 1997, vervangen bij de wet van 21 juni 2001 en gewijzigd bij de wetten van 14 december 2004, 30 december 2009 en 5 februari 2016, wordt het cijfer “28” vervangen door het cijfer “32”.

VERANTWOORDING

In de strijd tegen het terrorisme breidde de wet van 5 februari 2016 het kader van het federaal parket reeds uit met twee eenheden. Dit is op heden evenwel onvoldoende gebleken. Daarom breidt dit artikel nogmaals het kader uit met vier eenheden teneinde de strijd met het terrorisme en het radicalisme verder het hoofd te kunnen bieden.

Op drie jaar tijd is het aantal terrorismedossiers immers met 600 procent gestegen, terwijl het aantal mensen dat zich met die dossiers moet bezighouden op het federaal parket niet gelijklopend is toegenomen. Tot 2012 bleef het aantal terrorismedossiers in België elk jaar ver onder de honderd. In 2008 ging het nog om 53 dossiers, en in 2012 om 60. Met het fenomeen van de Syriëstrijders, dat rond 2012 opkwam, is ook het aantal geopende dossiers sterk toegenomen. In 2013 ging het zo al om 150 dossiers, in 2014 om 195 en vorig jaar werden er maar liefst 313 nieuwe terrorismedossiers geopend, een verzesvoudiging dus op drie jaar tijd en dit zoals gezegd met een weinig gewijzigd personeelseffectief van zowel magistraten als administratief personeel. De stijging van het aantal dossiers heeft bijgevolg een exponentiële verhoging in de werklast meegebracht voor het federaal parket. Het is dus van het grootste belang om een aantal structurele maatregelen te nemen om deze werklast het hoofd te bieden. Meer structureel dient ook vastgesteld dat sinds zijn oprichting in 2002 de opdrachten die aan het federaal parket worden toevertrouwd uitgebreid en geëvolueerd zijn. Wanneer strafrechtelijke feiten beantwoorden aan de criteria die door de wet worden vastgelegd, zijn de parketten gehouden het federaal parket in te lichten, dat kan beslissen om het dossier naar zich toe te trekken. Eén van deze criteria is de openbare veiligheid. De toepassing van dit criterium impliceert het systematisch

N° 70 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 40/1 (*nouveau*)

Dans le chapitre 7/1 précité, insérer un article 40/1, rédigé comme suit:

“Art. 40/1. Dans l'article 2 de la loi 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, rétabli par la loi du 4 mars 1997, remplacé par la loi du 21 juin 2001 et modifié par les lois des 14 décembre 2004, 30 décembre 2009 et 5 février 2016, le chiffre “28” est remplacé par le chiffre “32”.

JUSTIFICATION

Dans la lutte contre le terrorisme, la loi du 5 février 2016 a déjà étendu de deux unités le cadre du parquet fédéral. Cela s'est toutefois avéré insuffisant. C'est la raison pour laquelle cet article étend à nouveau le cadre de quatre unités afin de pouvoir intensifier la lutte contre le terrorisme et le radicalisme.

En effet, en l'espace de trois ans, le nombre de dossiers de terrorisme a augmenté de 600 pour cent, alors que le nombre de personnes en charge de ces dossiers au parquet fédéral n'a pas connu d'augmentation similaire. Chaque année jusqu'en 2012, le nombre de dossiers de terrorisme en Belgique restait inférieur à cent. En 2008, on comptait 53 dossiers, 60 en 2012. Le phénomène des combattants en Syrie, apparu vers 2012, a également entraîné une forte augmentation du nombre de dossiers ouverts. Ainsi, il y en avait déjà 150 en 2013, 195 en 2014 et l'an dernier, pas moins de 313 nouveaux dossiers de terrorisme ont été ouverts, soit une multiplication par six en trois ans et ce, comme il a été dit, pour un cadre du personnel, tant magistrats que personnel administratif, quasi inchangé. L'augmentation du nombre de dossiers a par conséquent entraîné un accroissement de la charge de travail pour le parquet fédéral. Il est donc primordial de prendre un certain nombre de mesures structurelles pour répondre à cette charge de travail. D'un point de vue plus structurel, il convient également d'observer que depuis la création du parquet fédéral en 2002, les missions qui lui ont été confiées se sont multipliées et ont évolué. Lorsque des infractions pénales répondent aux critères établis par la loi, les parquets sont tenus d'informer le parquet fédéral, qui peut décider de se saisir du dossier. L'un de ces critères est la sécurité publique. L'application de ce critère implique le

overhevelen, naar het federaal parket, van alle dossiers gelieerd aan inbreuken met een terroristisch karakter. De recente ontwikkelingen vooral te Brussel maar ook elders te lande hebben daarbij een grote stijging in de werklast meegebracht binnen het federaal parket. De bijkomende politie-aandacht en verhoogde politierecherchecapaciteit, alsook de verhoogde bestuurlijke handhaving hebben als gevolg dat het federaal parket significant meer dossiers zal moeten behandelen.

In de huidige context heeft het federaal parket dan nood aan vier extra magistraten (2 Fr. en 2 NI.) om de verhoogde werklast van de sectie “terrorisme” te kunnen blijven opvangen.

Belangrijk bij een uitbreiding van het kader van het federaal parket is dat de uitbreiding slechts kan gebeuren met een even aantal. Artikel 43*bis*, § 4 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken voorziet immers in een taalpariteit tussen de leden van het federaal parket, de federale procureur niet meegerekend.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Philippe GOFFIN (MR)
Sonja BECQ (CD&V)

transfert systématique au parquet fédéral de tous les dossiers liés à des infractions de nature terroriste. Les récents développements intervenus surtout à Bruxelles mais également ailleurs dans le pays ont de surcroît généré une augmentation de la charge de travail au sein du parquet fédéral. L'attention supplémentaire de la police ainsi que l'augmentation de sa capacité d'investigation, associées à l'augmentation du maintien administratif font que le parquet fédéral devra traiter un nombre significatif de dossiers supplémentaires.

Dans le contexte actuel, pour faire face à l'augmentation de la charge de travail de la section “terrorisme”, le parquet fédéral a donc un besoin de quatre magistrats supplémentaires (2 Fr et 2 NI).

Il importe de souligner qu'en cas d'extension, le cadre du parquet fédéral ne peut être étendu que d'un nombre pair. L'article 43*bis*, § 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire prévoit en effet une parité linguistique entre les membres du parquet fédéral, hormis le procureur fédéral.

Nr. 71 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 41

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 41. In de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen worden de woorden “hof van beroep te Brussel”, “hof van beroep van Brussel” en “hof van beroep” telkens vervangen door het woord “Marktenhof”, behalve in de volgende bepalingen:

1° artikel 15/21, § 2, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005;

2° artikel 15/21, § 3, eerste, tweede en laatste zin, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005 en vervangen bij de wet van 8 januari 2012.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie zal worden opgericht binnen het hof van beroep in Brussel.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Philippe GOFFIN (MR)
 Sonja BECQ (CD&V)

N° 71 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 41

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 41. Dans la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, les mots “cour d’appel de Bruxelles” et “cour d’appel” sont chaque fois remplacés par les mots “Cour des marchés”, sauf dans les dispositions suivantes:

1° l’article 15/21, § 2, inséré par la loi du 20 juillet 2005;

2° l’article 15/21, § 3, première, deuxième et dernière phrase, insérées par la loi du 20 juillet 2005 et remplacées par la loi du 8 janvier 2012.”.

JUSTIFICATION

L’amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d’appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu’il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu’un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d’appel de Bruxelles.

Nr. 72 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 41/1 (nieuw)

In hoofdstuk 9 een artikel 41/1 invoegen, luidende:

“Art. 41/1. Artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 2015, wordt vervangen als volgt:

“Art. 32ter. Elke kennisgeving of mededeling aan of neerlegging bij de hoven of rechtbanken, het openbaar ministerie, diensten die afhangen van de rechterlijke macht, met inbegrip van de griffies en parketsecretariaten, of andere openbare diensten, of elke kennisgeving of mededeling aan een advocaat, een gerechtsdeurwaarder of een notaris, door de hoven of rechtbanken, het openbaar ministerie, diensten die afhangen van de rechterlijke macht, met inbegrip van de griffies en parketsecretariaten, of andere openbare diensten, of door een advocaat, een gerechtsdeurwaarder of een notaris, kan gebeuren door middel van het informaticasysteem van Justitie dat door de Koning wordt aangewezen.

De Koning bepaalt de nadere regels van dat informaticasysteem, waarbij de vertrouwelijkheid en effectiviteit van de communicatie worden verzekerd. Het gebruik van het voormelde informaticasysteem kan door de Koning aan de instanties, diensten of actoren vermeld in het eerste lid of sommigen onder hen worden opgelegd.

De Koning kan de toepassing van deze bepaling bij in Ministerraad overlegd besluit uitbreiden tot andere instellingen en diensten.”.

VERANTWOORDING

Bij de wet van 19 oktober 2015 werd in het Gerechtelijk Wetboek een nieuw artikel 32ter ingevoegd om de communicatie met en tussen de actoren van justitie langs elektronische weg te laten verlopen. Die actoren werden omschreven als “de hoven of rechtbanken, het openbaar ministerie of diensten die afhangen van de rechterlijke macht, met inbegrip van de griffies en parketsecretariaten”, advocaten,

N° 72 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 41/1 (nouveau)

Dans le chapitre 9, insérer un article 41/1, rédigé comme suit:

“Art. 41/1. Art. 32ter du Code judiciaire, inséré par la loi du 19 octobre 2015, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 32ter. Toute notification ou toute communication à ou tout dépôt auprès des cours ou tribunaux, du ministère public, des services qui dépendent du pouvoir judiciaire en ce compris les greffes et les secrétariats de parquet, ou d’autres services publics, ou toute notification ou toute communication à un avocat, un huissier de justice ou un notaire par les cours ou tribunaux, le ministère public, des services qui dépendent du pouvoir judiciaire en ce compris les greffes et les secrétariats de parquet, ou d’autres services publics, ou par un avocat, un huissier de justice ou un notaire, peut se faire au moyen du système informatique de la Justice désigné par le Roi.

Le Roi fixe les modalités de ce système informatique, la confidentialité et l’effectivité de la communication étant garanties. Le recours au système informatique précité peut être imposé par le Roi aux instances, services ou acteurs mentionnés à l’alinéa 1^{er} ou à certains d’entre eux.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l’application de cette disposition à d’autres institutions et services.”.

JUSTIFICATION

Par la loi du 19 octobre 2015, un nouvel article 32ter a été inséré dans le Code judiciaire en vue de permettre la communication par la voie électronique avec et entre les acteurs de la justice. Ces acteurs étaient décrits comme “les cours ou tribunaux, le ministère public ou les services qui dépendent du pouvoir judiciaire, en ce compris les greffes et les secrétariats de parquet”, les avocats, les huissiers de justices et les

gerechtsdeurwaarders en notarissen. Die oplijsting blijkt te beperkt, omdat ook openbare diensten die niet afhangen van de rechterlijke macht vaak als geadresseerde of verzender van die communicatie optreden, bijvoorbeeld de FOD Justitie zelf, de onder de gemeenschappen ressorterende justitiehuizen, de gemeentebesturen, de politiediensten of de administratie van financiën.

Zonder beperkend te zijn, kunnen als concrete voorbeelden worden vermeld de mededelingen tussen de griffie of de rechtbank enerzijds en de bevoegde centrale autoriteiten op het vlak van adoptie anderzijds (artikel 367-3, § 3 van het Burgerlijk Wetboek, artikelen 1231-33, 1231-33/3, 1231-33/7, 1231-39, 1231-42 van het Gerechtelijk Wetboek); de mededelingen tussen de centrale autoriteit en de griffie van de rechtbank in de procedures beoogd in de artikelen 1322*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek; de mededelingen naar de openbare centra voor maatschappelijk welzijn beoogd in artikel 1344*ter* van het Gerechtelijk Wetboek; de mededelingen tussen de griffie van de gevangenis of haar directeur enerzijds en de griffie van de rechtbank anderzijds in het kader van vervroegde invrijheidsstellingen; de mededelingen tussen de directeur van de instelling of de hoofdgeneesheer van de instelling, de griffie, het openbaar ministerie en de justitiehuizen in toepassing van de bepalingen van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering ...

Dienvolgens moet de notie "openbare diensten" aan de lijst worden toegevoegd.

Het is verder zo dat de openbare diensten die buiten justitie vallen evenzeer de communicatie langs elektronische weg kunnen benutten of deze ten aanzien van hen kan benut worden, op voorwaarde dat zij instemmen om te worden uitgerust met die communicatiesystemen.

Tevens moet, om te anticiperen op alsnog uit het oog verloren of toekomstige situaties, de Koning de mogelijkheid worden geboden om nog andere actoren in het systeem te kunnen opnemen, zij het dat hiervoor een in Ministerraad overlegd besluit wordt vereist.

notaires. Cette liste apparaît trop limitée parce que des services publics qui ne dépendent pas du pouvoir judiciaire sont souvent aussi acteur, comme destinataire ou expéditeur, de cette communication, par exemple le Service Public Fédéral Justice lui-même, les maisons de justice qui dépendent des Communautés, les administrations communales, les services de police ou les administrations des finances.

Sans être exhaustif, il peut être cité à titre d'exemples concrets les communications entre le greffe ou le tribunal d'une part et les autorités centrales compétentes en matière d'adoption d'autre part (article 367-3, § 3 du Code civil, articles 1231-33, 1231-33/3, 1231-33/7, 1231-39, 1231-42 du Code judiciaire); les communications entre l'autorité centrale et le greffe du tribunal dans les procédures visées aux articles 1322*bis* et suivants du Code judiciaire; les communications vers les Centre public d'aide sociale visées à l'article 1344*ter* du Code judiciaire; les communications entre le greffe de la prison ou son directeur d'une part et le greffe du tribunal d'autre part dans le cadre les libérations anticipées (articles 30 et 31 de la loi du 17 mai 2006); les communications entre le directeur de l'établissement ou médecin en chef de l'établissement, le greffe, le ministère public et les maisons de justice en application des dispositions de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ...

Par conséquent la notion de "service public" doit être ajoutée dans la liste.

Ensuite, il est vrai que les services publics qui ne relèvent pas de la Justice peuvent tout autant utiliser la communication par voie électronique ou que celle-ci peut être utilisée à leur égard, à condition qu'ils y consentent à être équipés de ce système de communication.

De plus, afin d'anticiper les situations oubliées ou futures, la possibilité est donnée au Roi d'inclure encore d'autres acteurs dans le système, fut-il par arrêté délibéré en conseil des ministres.

Om legistieke redenen moet het eerste lid worden vervangen, een nieuw laatste lid worden toegevoegd en de huidige tweede en derde leden in één lid worden samengebracht, waardoor het artikel beter volledig wordt vervangen.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Carine VAN CAUTER (Open Vld)
Sophie DE WIT (N-VA)
Philippe GOFFIN (MR)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Sonja BECQ (CD&V)

Pour des raisons légistiques, le premier alinéa doit être remplacé, un nouvel alinéa ajouté et le 2ème et 3ème alinéa actuels intégrés, d'où il s'ensuit que l'article peut être remplacé dans son intégralité.

Nr. 73 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 41/2 (nieuw)

In hoofdstuk 9 een artikel 41/2 invoegen, luidende:

“Art. 41/2. In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende:

“In afwijking van artikel 79, tweede lid, wijst de eerste voorzitter van het hof van beroep, in uitzonderlijke omstandigheden en na het advies van de federale procureur te hebben ingewonnen, uit de onderzoeksrechters van zijn rechtsgebied die over nuttige ervaring beschikken, een of meer aanvullende onderzoeksrechters aan, voor een termijn van ten hoogste twee jaar, die tweemaal kan worden vernieuwd.”.”.

VERANTWOORDING

De recente terroristische aanslagen in België en elders in de wereld hebben herinnerd aan het nut van de onderzoeksrechters gespecialiseerd in de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 137 tot 141 van het Strafwetboek.

Die onderzoeksrechters worden aangewezen op grond van artikel 79, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij de wet van 27 december 2005, en volgens een contingent vastgesteld door de Koning.

In de huidige context is evenwel gebleken dat dit contingent ontoereikend is gelet op de talrijke onderzoekshandelingen die moeten worden gesteld.

Met het oogmerk sneller te kunnen ingaan op noden die het gevolg zijn van uitzonderlijke omstandigheden zoals aanslagen, werd besloten de eerste voorzitter van het hof van beroep de mogelijkheid te bieden om in vergelijking met het contingent aanvullende onderzoeksrechters aan te wijzen, die aantonen over dezelfde specialisatie inzake terroristische misdrijven te beschikken.

Het is bijgevolg de opzet om een parallel te leggen met de mogelijk die de artikelen 80 en 80bis van het Gerechtelijk

N° 73 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 42/2 (nouveau)

Dans le chapitre 9 insérer un article 41/2, rédigé comme suit:

“Art. 41/2. Dans l'article 80 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013 modifiée par la loi du 8 mai 2014, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:

“Par dérogation à l'article 79, alinéa 2, en cas de circonstances exceptionnelles, après avoir recueilli l'avis du procureur fédéral, le premier président de la cour d'appel désigne un ou plusieurs juges d'instruction supplémentaires, pour un terme de deux ans au plus, renouvelable deux fois, parmi les juges d'instruction de son ressort qui disposent de l'expérience utile.”.”.

JUSTIFICATION

Les récents attentats terroristes en Belgique et dans le monde ont rappelé toute l'utilité des juges d'instruction spécialisés dans les infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal.

Ces juges d'instruction sont désignés sur la base de l'article 79, alinéa 2, du Code judiciaire, tel que modifié par la loi du 27 décembre 2005, et suivant un quota fixé par le Roi.

Dans le contexte actuel, ce quota s'est, cependant, avéré insuffisant compte tenu des multiples devoirs d'instruction devant être accomplis.

En vue de pouvoir répondre plus rapidement à des besoins nés de circonstances exceptionnelles telles que des attentats, il est décidé d'octroyer au premier président de la cour d'appel la possibilité de désigner des juges d'instruction supplémentaires par rapport au quota, qui justifient de la même spécialisation en matière d'infractions terroristes.

Il s'agit donc de créer un parallèle avec la faculté qui est octroyée par les articles 80 et 80bis du Code judiciaire aux

Wetboek toekennen aan de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg en de eerste voorzitters van de hoven van beroep om aanvullende werkende rechters aan te wijzen om het ambt van onderzoeksrechter, beslagrechter, rechter in de familie- en jeugdrechtbank of rechter in de strafuitvoeringsrechtbank te vervullen.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Sonja BECQ (CD&V)
Philippe GOFFIN (MR)

présidents des tribunaux de première instance et premiers présidents des cours d'appel de désigner des juges effectifs supplémentaires pour remplir les fonctions de juge d'instruction, juge des saisies, juge au tribunal de la famille et de la jeunesse ou juge au tribunal de l'application des peines.

Nr. 74 VAN MEVROUW VAN CAUTER c.s.

Art. 59

In het voorgestelde artikel 1017, eerste lid, de woorden “die ze heeft veroorzaakt” vervangen door de woorden “die ze foutief heeft veroorzaakt”.

VERANTWOORDING

Het ligt voor de hand, zoals wordt uiteengezet in de memo-rie van toelichting, dat een winnende partij slechts in de kosten wordt verwezen indien zij die heeft veroorzaakt op foutieve wijze, met andere woorden indien zij een onrechtmatige daad begaat, net zoals is vereist voor schadevergoeding wegens een “tergende of roekeloze” proceshandeling. Zoals het Hof van Cassatie heeft gezegd in een arrest van 7 oktober 2013 is dan ook, voor het ten laste leggen van de kosten, “vereist dat een normaal voorzichtige persoon, in dezelfde omstandighe-den geplaatst, redelijkerwijze anders zou hebben gehandeld”.

Maar om misverstanden hierover te vermijden mag het dispositief in die zin worden gepreciseerd, weze het ten over-vloede. Daarbij moet worden opgemerkt dat het uitdrukkelijk in herinnering brengen van het foutvereiste in artikel 1017 niet tot gevolg mag hebben, *a contrario*, dat geen fout meer zou zijn vereist bij de toepassing van andere bepalingen over procesmisbruik (bijvoorbeeld over “tergende of roekeloze” proceshandelingen of de “nodeloze kosten” van art. 866), waarin die precisering niet is gebeurd.

Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Raf TERWINGEN (CD&V)
Sonja BECQ (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 74 DE MME VAN CAUTER ET CONSORTS

Art. 59

Dans l'article 1017, alinéa 1^{er}, proposé remplacer les mots “qui les a causés” par les mots “qui les a causés fautivement”.

JUSTIFICATION

Il est évident, comme il est expliqué dans l'exposé des motifs du projet de loi, qu'une partie qui gagne son procès ne peut être condamnée aux dépens que si elle les a causés fautivement, en d'autres mots, si elle a commis un quasi-délit, également comme il est requis pour le dédommagement d'un acte “vexatoire ou téméraire”. Comme l'a exprimé la Cour de cassation dans son arrêt du 7 octobre 2013, pour la mise à charge des frais inutiles il faut qu' “une partie normalement prudente, placée dans les mêmes circonstances, aurait rai-sonnablement agi autrement”.

Afin d'éviter des malentendus à ce sujet, le dispositif peut être précisé dans ce sens, fut-il à titre surabondant. Néanmoins il faut remarquer que l'on ne peut déduire de la mention expresse de la condition de faute dans l'article 1017, qu'une faute ne serait *a contrario* plus requise pour l'application des autres dispositions sur l'abus de procédure (comme par exemple les actes de procédure “vexatoires ou téméraires” ou les “frais frustratoires” de l'article 86) dans lesquelles cette précision n'est pas apportée.

Nr. 75 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 84

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 84. In artikel 36/21 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, dat bekrachtigd is bij de wet van 3 augustus 2012, en gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”;

2° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”;

3° in paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden “hof van beroep” vervangen door het woord “Marktenhof”;

4° in paragraaf 3, zevende lid, worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”.”.

VERANTWOORDING

Krachtens artikel 84 van het ontwerp zou in alle bepalingen van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België de notie “hof van Beroep te Brussel” vervangen worden door het woord “Marktenhof”. Dit heeft dus betrekking op de artikelen 36/8, § 2, 3° en 36/21. De eerste voorzitter van het hof van beroep van Brussel deed op de hoorzitting van 4 oktober 2016 opmerken dat dat beter niet gebeurt in artikel 36/8, § 2, 3°, waarbij de raadsheren van het hof van beroep in Brussel worden uitgesloten van lidmaatschap van de sanctiecommissie van de Nationale Bank, uiteraard omwille van de exclusieve bevoegdheid van dat hof ten aanzien van de betwisting van die sancties.

N° 75 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 84

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 84. A l’article 36/21 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, inséré par l’arrêté royal du 3 mars 2011, confirmé par la loi du 3 août 2012, et modifié par la loi du 25 avril 2014, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots “cour d’appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots “cour d’appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 5, les mots “cour d’appel” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 7, les mots “cour d’appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”.”.

JUSTIFICATION

En vertu de l’article 84 du projet, la notion de “cour d’appel de Bruxelles” serait remplacée dans toutes les dispositions de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique par les mots “Cour des marchés”. Cela concerne les articles 36/8, § 2, 3° et 36/21. Lors de l’audition du 4 octobre 2016, le premier président de la cour d’appel de Bruxelles a fait remarquer qu’exception devrait être faite pour l’incompatibilité prévue dans l’article 36/8, § 2, 3°, de cette loi, qui doit rester applicable à tous les conseillers de la Cour d’appel de Bruxelles. Aucun de ces conseillers ne peut en effet faire partie de la Commission de sanction de la Banque Nationale, puisqu’il peuvent tous être appelés à juger ces sanctions lorsqu’elles sont contestées ultérieurement.

Die onverenigbaarheid moet inderdaad algemeen worden gehandhaafd, te meer daar er geen “raadsheren in het Marktenhof” als zodanig zullen zijn. Het Marktenhof is immers maar een sectie van het hof van beroep, en alle raadsheren van het hof van beroep komen in aanmerking om zitting te nemen in het Marktenhof.

De voorgestelde wijziging moet dan enkel worden toegepast op artikel 36/21.

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal worden opgericht.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Philippe GOFFIN (MR)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)

En effet, l'incompatibilité mentionnée doit être conservée en tant que telle. D'ailleurs, il n'y aura pas de “conseillers dans la Cour des Marchés”, cette cour n'étant qu'une section de la Cour d'appel, et tous les conseillers de la Cour d'appel peuvent siéger dans la Cour des Marchés.

La modification proposée ne doit dès lors s'appliquer qu'au seul article 36/21.

L'amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d'appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu'il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu'un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d'appel de Bruxelles.

Nr. 76 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 86

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 86. In de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, worden de woorden “hof van beroep te Brussel”, “hof van beroep van Brussel” en “hof van beroep” telkens vervangen door het woord “Marktenhof”, behalve in de volgende bepalingen:

1° artikel 29quater, § 2, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005;

2° artikel 29quater, § 3, eerste, tweede en laatste zin, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005 en vervangen bij de wet van 8 januari 2012.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal opgericht worden.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Sonja BECQ (CD&V)
 Philippe GOFFIN (MR)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)

N° 76 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 86

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 86. Dans la loi du 29 avril 1999 relative à l’organisation du marché de l’électricité, les mots “cour d’appel de Bruxelles” et “cour d’appel” sont chaque fois remplacés par les mots “Cour des marchés”, sauf dans les dispositions suivantes:

1° l’article 29quater, § 2, inséré par la loi du 20 juillet 2005;

2° l’article 29quater, § 3, première, deuxième et dernière phrase, insérées par la loi du 20 juillet 2005 et remplacées par la loi du 8 janvier 2012.”.

JUSTIFICATION

L’amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d’appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu’il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu’un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d’appel de Bruxelles.

Nr. 77 VAN DE HEER **TERWINGEN c.s.**

HOOFDSTUK 14/1 (*nieuw*)

Een hoofdstuk 14/1 invoegen, luidend als volgt:

“Hoofdstuk 14/1. – Wijziging van artikel 25 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 77 DE M. **TERWINGEN ET CONSORTS**

CHAPITRE 14/1 (*nouveau*)

Insérer un chapitre 14/1, rédigé comme suit:

“Chapitre 14/1. – Modification de l’article 25 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs”

Nr. 78 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 86/1 (nieuw)

In het voornoemde hoofdstuk 14/1, een artikel 86/1 invoegen, luidende:

“Art. 86/1. In artikel 25 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, vervangen bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 1., worden de woorden “of in voorkomend geval voor een kleinere periode met toepassing van de bepaling onder 1/2” ingevoegd tussen de woorden “voor hernieuwbare periodes van vijftien jaar” en de woorden “, onder de door haar bepaalde voorwaarden”;

2° de bepaling onder 1/2 wordt ingevoegd, luidende:

“1/2. Indien de commissie tijdens het onderzoek van een aanvraag om hernieuwing van een vergunning klasse A of om de toekenning van een nieuwe vergunning klasse A vaststelt dat de lopende of de nieuwe concessieovereenkomst verstrijkt voor het einde van de vergunningsperiode van vijftien jaar, kan zij de vergunning hernieuwen of toekennen voor een termijn die de einddatum van de concessie niet te boven gaat;”.”

VERANTWOORDING

Overeenkomstig artikel 25, 1°, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (hierna: “de kansspelwet”) staat een vergunning klasse A, voor hernieuwbare periodes van vijftien jaar, onder de door de wet bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse I of casino.

Overeenkomstig artikel 31 en artikel 32 van de kansspelwet moet de aanvrager/exploitant om een vergunning te krijgen van de Kansspelcommissie én te behouden, een concessieovereenkomst voorleggen die met de gemeentelijke overheid van de gemeente waar de kansspelinrichting klasse I zou

N° 78 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 86/1 (nouveau)

Dans le chapitre 14/1 précité, insérer un article 86/1, rédigé comme suit:

“Art. 86/1. A l'article 25 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, remplacé par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° au 1. les mots “, ou le cas échéant pour une période inférieure en application du point 1/2” sont insérés entre les mots “pour des périodes de quinze ans renouvelables” et les mots “,aux conditions qu'elle détermine”;

2° le 1/2 est inséré, rédigé comme suit:

“1/2. Si au moment de l'examen d'une demande de renouvellement d'une licence de classe A ou d'octroi d'une nouvelle licence de classe A, la commission constate que la nouvelle convention de concession ou celle en cours expire avant la fin de la période de licence de quinze ans, elle peut renouveler ou octroyer la licence pour une durée ne dépassant pas la date d'expiration de la concession;”.”

JUSTIFICATION

Selon l'article 25, 1 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (ci-après, la loi sur les jeux de hasard), la licence de classe A permet, pour des périodes de quinze ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe I ou casino.

Selon l'article 31 et l'article 32 de la loi sur les jeux de hasard, pour pouvoir obtenir une licence par la Commission des jeux de hasard ou rester titulaire d'une licence, le demandeur/exploitant doit présenter une convention de concession conclue, sous la condition d'obtenir la licence de classe

worden gevestigd, gesloten is onder de voorwaarde dat de vergunning klasse A wordt verkregen.

De Koning heeft de nadere regels betreffende deze concessieovereenkomsten verder bepaald in besluit van 26 juni 2002 (betreffende de concessieovereenkomsten gesloten tussen de gemeenten en de kandidaat-exploitanten van een kansspelinrichting klasse I).

Artikel 76 van de kansspelwet bepaalt dat de concessieovereenkomsten die gelden op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet (i.e. 31 juli 2001 (koninklijk besluit 19 juli 2001)) tussen de kansspelinrichtingen klasse I en de gemeenten bedoeld in artikel 29 van deze wet (i.e. Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namen, Oostende, Spa en Brussel) in voorkomend geval blijven gelden gedurende maximum 20 jaar voor zover deze kansspelinrichtingen binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet voldoen aan de voorwaarden van deze wet.

Deze bepaling hield te weinig rekening met de hernieuwbare periodes van de vergunningen en kan leiden tot *incongruenties* met de kansspelvergunningen klasse A daar aldus de vergunningen langer zouden lopen dan de concessies. Dit kan ook aanleiding geven tot problematische financiële, fiscale en sociale situaties en strijdigheden met onroerende zakelijke rechten bepaald in deze overeenkomsten. Een gelijkshakeling van vergunning en concessie lijkt aan te raden.

Artikel 25 van de kansspelwet wordt gewijzigd, zodat indien de Kansspelcommissie tijdens het onderzoek van een aanvraag om hernieuwing van een vergunning klasse A of om de toekenning van een nieuwe vergunning klasse A vaststelt dat de lopende of de nieuwe concessieovereenkomst verstrijkt voor het einde van de vergunningsperiode van vijftien jaar, kan zij de vergunning hernieuwen of toekennen voor een termijn die de einddatum van de concessie niet te boven gaat.

Er dient ook op te worden gewezen dat een concessieovereenkomst van meet af aan een verlengingsclausule kan bevatten of kan worden verlengd door een wijziging van de overeenkomst. De Kansspelcommissie kan daar echter geen rekening mee houden op het moment dat zij moet oordelen over de aanvraag om hernieuwing van de vergunning of om

A requise, avec les autorités communales de la commune dans laquelle l'établissement de jeux de hasard de classe I s'établirait.

La Roi a détaillés les modalités relatives à ces conventions de concessions dans son arrêté royal du 26/06/2002 (relatif aux conventions de concession conclues entre les communes et les candidats exploitants d'un établissement de jeux de hasard de classe I).

L'article 76 de la loi sur les jeux de hasard prévoit que les conventions de concession qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi (i.e. 31/07/2001 (AR 19/07/2001)), sont conclues entre les établissements de jeux de hasard de classe I et les communes mentionnées à l'article 29 de la présente loi (i.e. Blankenberge, Chaudfontaine, Dinant, Knokke-Heist, Middelkerke, Namur, Ostende, Spa et Bruxelles) restent valables pour une période de 20 ans maximum pour autant que ces établissements de jeux de hasard se conforment aux articles de la présente loi dans l'année de son entrée en vigueur.

Cette disposition ne tient pas suffisamment compte des périodes renouvelant les licences et pourrait conduire à des incohérences avec les licences de classe A parce que les licences sont valables plus longtemps que les concessions. Cela pourrait également conduire à des situations et des conflits financiers, des conflits fiscaux et sociaux et des incompatibilités avec les droits réels immobiliers prévus dans ces conventions. Une égalisation de licence et de concession semble souhaitable.

L'article 25 de la loi sur les jeux de hasard est modifié de façon à ce que si au moment de l'examen d'une demande de renouvellement d'une licence de classe A ou d'octroi d'une nouvelle licence de classe A, la Commission des jeux de hasard constate que la nouvelle convention de concession ou celle en cours expire avant la fin de la période de licence de quinze ans, elle peut renouveler ou octroyer la licence pour une durée ne dépassant pas la date d'expiration de la concession.

Il convient également de souligner qu'une convention de concession peut comporter dès le départ une clause de reconduction ou peut être prorogée par une modification de la convention. La commission des jeux de hasard ne peut toutefois en tenir compte lorsqu'elle doit se prononcer sur la demande de renouvellement de la licence ou d'octroi d'une

toekenning van een nieuwe vergunning, daar dit een onzekere situatie creëert. Wanneer de verlenging van de concessie zich concreet aandient (al dan niet op basis van een clausule in de overeenkomst) zal opnieuw toepassing moeten worden gemaakt van de nieuwe bepaling onder 1/2.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Philippe GOFFIN (MR)

nouvelle licence, car cela crée une situation incertaine. Lorsque la prolongation de la concession se présentera concrètement (que ce soit ou non sur la base d'une clause conventionnelle), il devra à nouveau être fait application de la nouvelle disposition sous 1/2.

Nr. 79 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 87

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 87. In de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, worden de woorden “hof van beroep te Brussel” en “hof van beroep” telkens vervangen door het woord “Marktenhof”, behalve in de volgende bepalingen:

1° artikel 48bis, § 1, tweede lid, 3°;

2° artikel 120, § 3, eerste lid;

3° artikel 120, § 3, tweede lid, 5°;

4° artikel 120, § 3, derde lid;

5° artikel 120, § 3, zesde lid, eerste zin;

6° artikel 120, § 4;

7° artikel 121, § 4, gewijzigd door het koninklijk besluit van 25 maart 2003;

8° artikel 123, § 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal worden opgericht.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Sonja BECQ (CD&V)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 79 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 87

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 87. Dans la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, les mots “cour d’appel de Bruxelles” et “cour d’appel” sont chaque fois remplacés par les mots “Cour des marchés”, sauf dans les dispositions suivantes:

1° l’article 48bis, § 1, alinéa 2, 3°;

2° l’article 120, § 3, alinéa 1^{er};

3° l’article 120, § 3, alinéa 2, 5°;

4° l’article 120, § 3, alinéa 3;

5° l’article 120, § 3, alinéa 6, première phrase;

6° l’article 120, § 4;

7° l’article 121, § 4, modifié par l’arrêté royal du 25 mars 2003;

8° l’article 123, § 5, modifié par l’arrêté royal du 3 mars 2011.”.

JUSTIFICATION

L’amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d’appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu’il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu’un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d’appel de Bruxelles.

Nr. 80 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 88

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 88. In de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, worden de woorden “hof van beroep te Brussel”, “hof van beroep van Brussel” en “hof van beroep” telkens vervangen door het woord “Marktenhof”, behalve in de volgende bepalingen:

1° artikel 2, § 2, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2009;

2° artikel 2, § 2, tweede lid, 6°, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2009;

3° artikel 2, § 2, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2009 en vervangen bij de wet van 10 juli 2012;

4° artikel 2, § 2, zevende lid, eerste zin, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2009 en gewijzigd bij de wet van 13 december 2010;

5° artikel 2, § 3, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2009 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal worden opgericht.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Sonja BECQ (CD&V)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 80 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 88

Remplacer cet article 88 par ce qui suit:

“Art. 88. Dans la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l’occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, les mots “cour d’appel de Bruxelles” et “cour d’appel” sont remplacés chaque fois par les mots “Cour des marchés”, sauf dans les dispositions suivantes:

1° l’article 2, § 2, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 31 mai 2009;

2° l’article 2, § 2, alinéa 2, 6°, inséré par la loi du 31 mai 2009;

3° l’article 2, § 2, alinéa 4, inséré par la loi du 31 mai 2009 et remplacé par la loi du 10 juillet 2012;

4° l’article 2, § 2, alinéa 7, première phrase, inséré par la loi du 31 mai 2009 et modifié par la loi du 13 décembre 2010;

5° l’article 2, § 3, inséré par la loi du 31 mai 2009 et modifié par la loi du 10 juillet 2012.”.

JUSTIFICATION

L’amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d’appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu’il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu’un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d’appel de Bruxelles.

Nr. 81 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 89

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 89. In artikel 2 van de wet van 12 mei 2004 tot regeling van een beroepsprocedure in het kader van de bescherming tegen valsemunterij en de handhaving van de kwaliteit van de geldomloop, gewijzigd bij de wet van 18 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”;

2° In paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”;

3° In paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden “hof van beroep” vervangen door het woord “Marktenhof”;

4° In paragraaf 3, zesde lid, tweede zin, worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”;

5° in paragraaf 5 worden de woorden “hof van beroep te Brussel” vervangen door het woord “Marktenhof”.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk

N° 81 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 89

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 89. A l'article 2 de la loi du 12 mai 2004 organisant une procédure de recours dans le cadre de la protection contre le faux monnayage et du maintien de la qualité de la circulation fiduciaire, modifié par la loi du 18 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots “cour d'appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots “cour d'appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 5, les mots “cour d'appel” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 6, deuxième phrase, les mots “cour d'appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”;

5° dans le paragraphe 5, les mots “la cour d'appel de Bruxelles” sont remplacés par les mots “Cour des marchés”.”.

JUSTIFICATION

L'amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d'appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu'il ne

is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal worden opgericht.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Philippe GOFFIN (MR)

puisse pas être déduit du texte proposé qu'un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d'appel de Bruxelles.

Nr. 82 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 134

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 134. In de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, worden de woorden “hof van beroep te Brussel”, “hof van beroep van Brussel” en “hof van beroep” telkens vervangen door het woord “Marktenhof”, behalve in de volgende bepalingen:

1° artikel 41, § 3, eerste lid;

2° artikel 41, § 3, tweede lid, 5°;

3° artikel 41, § 3, derde lid;

4° artikel 41, § 3, vijfde lid, eerste zin.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vervanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal worden opgericht.

Raf TERWINGEN (CD&V)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)
 Sonja BECQ (CD&V)
 Philippe GOFFIN (MR)

N° 82 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 134

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 134. Dans la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d’acquisition, modifiée en dernier lieu par la loi du 19 avril 2014, les mots “cour d’appel de Bruxelles” et “cour d’appel” sont chaque fois remplacés par les mots “Cour des marchés”, sauf dans les dispositions suivantes:

1° l’article 41, § 3, alinéa 1^{er};

2° l’article 41, § 3, alinéa 2, 5°;

3° l’article 41, § 3, alinéa 3;

4° l’article 41, § 3, alinéa 5, première phrase.”.

JUSTIFICATION

L’amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d’appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu’il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu’un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d’appel de Bruxelles.

Nr. 83 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 135

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 135. In het Wetboek van economisch recht, worden de woorden “hof van beroep te Brussel”, “hof van beroep van Brussel” en “hof van beroep” telkens vervangen door het woord “Marktenhof”, behalve in de volgende bepalingen:

1° artikel IV.37, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013;

2° artikel IV.79, § 4, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013;

3° artikel IV.79, § 4, tweede lid, 6°, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013;

4° artikel IV.79, § 5, vierde lid, eerste zin, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013;

5° artikel XI.342, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014.”.

VERANTWOORDING

Het voorgestelde amendement strekt ertoe om de vanging van de woorden “hof van beroep te Brussel” door de woorden “Marktenhof” te beperken daar waar het noodzakelijk is opdat uit de voorgestelde tekst niet kan worden afgeleid dat een nieuwe griffie binnen het hof van beroep te Brussel zal worden opgericht.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Sophie DE WIT (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Philippe GOFFIN (MR)

N° 83 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 135

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 135. Dans le Code de droit économique, les mots “cour d’appel de Bruxelles” et “cour d’appel” sont chaque fois remplacés par les mots “Cour des marchés”, sauf dans les dispositions suivantes:

1° l’article IV.37, inséré par la loi du 3 avril 2013;

2° l’article IV.79, § 4, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 3 avril 2013;

3° l’article IV.79, § 4, alinéa 2, 6°, inséré par la loi du 3 avril 2013;

4° l’article IV.79, § 5, alinéa 4, première phrase, inséré par la loi du 3 avril 2013;

5° l’article XI.342, inséré par la loi du 19 avril 2014.”.

JUSTIFICATION

L’amendement proposé veille à limiter le remplacement des mots “cour d’appel de Bruxelles” par les mots “Cour des marchés” là où cela est nécessaire de manière à ce qu’il ne puisse pas être déduit du texte proposé qu’un nouveau greffe doit être créé au sein de la cour d’appel de Bruxelles.

Nr. 84 VAN DE HEER GOFFIN c.s.

Art. 108

Het ontworpen artikel 31, § 2, vervangen door wat volgt:

“§ 2. De leden van de Klachtencommissie zijn enkel belast met de behandeling van de klachten, zoals bepaald in Titel VIII, hoofdstuk I.”

VERANTWOORDING

Tijdens de hoorzittingen in de commissie voor de Justitie hebben meerdere sprekers erop gewezen dat, indien de Commissies van toezicht van de gevangenen bovenop hun bemiddelings- en controlefunctie ook nog de klachten van de gedetineerden moeten behandelen, dit een probleem van onafhankelijkheid en onpartijdigheid doet rijzen. Het feit dat de Klachtencommissie binnen de Commissie van toezicht wordt ingesteld, is echter geen nieuw idee, aangezien dit in 1984 al voorgesteld werd door de Hoge Raad voor het Penitentiair Beleid en in 2001 door de “Commissie Basiswet”.

Het eindverslag van de commissie “basiswet gevangeniswezen en rechtspositie van gedetineerden” (DOC 50 1076/001) heeft in dat verband het volgende aangestipt: “Het ware immers wenselijk dat de leden van de Beklagcommissie tijdens de uitoefening van hun mandaat, niet participeren aan de toezichts- en adviseringsactiviteiten van de Commissie in individuele gevallen” (blz. 102).

Het zou dus een goede zaak zijn dat de uitoefening van een mandaat binnen de Klachtencommissie onverenigbaar verklaard wordt met de uitoefening van de andere functies van de Commissie van toezicht, zoals de bemiddelingsfunctie of de rol van maandcommissaris, teneinde de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de leden van de Klachtencommissie te waarborgen.

N° 84 DE M. GOFFIN ET CONSORTS

Art. 108

Remplacer l'article 31, § 2, proposé comme suit:

“§ 2. Les membres de la commission des plaintes sont uniquement chargés du traitement des plaintes, comme prévu au Titre VIII, chapitre 1^{er}.”

JUSTIFICATION

Lors des auditions qui se sont déroulées en commission de la Justice, plusieurs intervenants ont indiqué qu'ajouter aux fonctions de médiation et de contrôle déjà exercées par les Commissions de surveillance des prisons une fonction de traitement des plaintes des détenus posait problème en termes d'indépendance et d'impartialité. Néanmoins, le fait que la Commission des plaintes soit instituée au sein de la Commission de surveillance n'est pas une idée nouvelle, puisqu'elle était déjà proposée par le Conseil supérieur de la politique pénitentiaire en 1984 et la “Commission Loi de principes” en 2001.

Le rapport final de la Commission “Loi de principes concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus” (DOC 1076/001) indiquait à cet égard: “Il serait en effet opportun que durant leur mandat, les membres de la Commission des plaintes ne participent pas à des activités de surveillance et des missions d'avis de la commission lorsqu'il s'agit de traiter des cas individuels.”.

Il est donc souhaitable de prévoir une incompatibilité entre l'exercice d'un mandat au sein de la Commission des plaintes et l'exercice des autres fonctions de la Commission de surveillance, telles que la fonction de médiation ou le rôle de commissaire du mois et ce, afin de garantir l'indépendance et l'impartialité des membres de la Commission des plaintes.

Philippe GOFFIN (MR)
 Sophie DE WIT (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Raf TERWINGEN (CD&V)
 Carina VAN CAUTER (Open Vld)

Nr. 85 VAN DE HEER **VAN HECKE**HOOFDSTUK 4/1 (*nieuw*)

Een hoofdstuk 4/1 invoegen, met als opschrift
“Wijziging van het Wetboek van strafvordering”.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 85 DE M. **VAN HECKE**CHAPITRE 4/1 (*nouveau*)

Insérer un Chapitre 4/1 intitulé *“Modification du*
Code d’instruction criminelle”.

Nr. 86 VAN DE HEER VAN HECKE

Art. 31/1 (*nieuw*)

In voormeld hoofdstuk 4/1, een artikel 31/1 invoegen, luidende:

“Art. 31/1. In artikel 127 van het Wetboek van strafvordering, het laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 2 worden de woorden “vijftien dagen” vervangen door de woorden “dertig dagen”;

b) in § 3 worden de woorden “Binnen de in § 2 bepaalde termijn” vervangen door de woorden “Uiterlijk vijftien dagen vóór de vastgestelde verschijningsdatum of binnen drie dagen na de vaststelling ervan, indien minstens één in verdenking gestelde is aangehouden.”.

VERANTWOORDING

Artikel 127, § 3, van het Wetboek van strafvordering bepaalt dat de in verdenking gestelde en de burgerlijke partij binnen de in § 2 bepaalde termijn de onderzoeksrechter overeenkomstig artikel 61quiquies kunnen verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten

Zo gebeurt het wel vaker dat advocaten net vóór de zitting van de raadkamer om bijkomende onderzoekshandelingen verzoeken, dikwijls met als enig doel de procedure te vertragen. Op die manier verkrijgen ze verdaging en uitstel met verscheidene maanden. Sommige welstellende rechtzoekenden doen zelfs een beroep op advocatenkantoren die gespecialiseerd zijn in dat soort praktijken.

Uitgaande van die vaststelling heeft de parlementaire onderzoekscommissie “fiscale fraude” in 2009 de volgende aanbeveling gedaan: “Met inachtneming van de algemene rechtsbeginselen en de eenheid van de rechtspleging: 28. De omslachtigheid van de procedure en het misbruik dat ervan worden gemaakt, aanpakken door onder meer: (...) b. de mogelijkheid af te schaffen om net vóór de zitting van de

N° 86 DE M. VAN HECKE

Art. 31/1 (*nouveau*)

Dans le chapitre 4/1 précité, insérer un article 31/1, rédigé comme suit:

“Art. 31/1. A l'article 127 du Code d'instruction criminelle, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées:

a) au § 2, les mots “quinze jours” sont remplacés par les mots “trente jours”;

b) au § 3, les mots “dans le délai fixé au § 2” sont remplacés par les mots “au plus tard quinze jours avant la date de comparution ou dans les trois jours de la fixation de celle-ci, si au moins un inculpé est détenu.”.

JUSTIFICATION

L' article 127, § 3, du Code d'instruction criminelle prévoit que l'inculpé et la partie civile peuvent demander au juge d'instruction, dans le délai fixé au § 2, l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires conformément à l'article 61quiquies.

Or, il n'est pas rare que des avocats demandent des devoirs complémentaires juste avant la chambre du Conseil, bien souvent dans le seul but de ralentir la procédure. Ils obtiennent de cette façon des ajournements ou des remises de plusieurs mois. Certains justiciables fortunés font même appel à des cabinets d'avocats spécialisés dans ce genre de pratiques.

Partant de ce constat, la Commission parlementaire d'enquête “Fraude fiscale” de 2009 a recommandé: “Dans le respect des principes généraux du droit et de l'unicité de la procédure, de [28.] S'attaquer aux lourdeurs et aux abus de procédure, notamment en: (...) b. supprimant la possibilité de demander des devoirs complémentaires la veille de la chambre du conseil et prévoir que ces devoirs doivent être

raadkamer om bijkomende onderzoekshandelingen te verzoeken, alsmede erin te voorzien dat om die handelingen moet worden verzocht binnen de wettelijke termijn (15 dagen vóór de zitting van de raadkamer).” (DOC 52K0034004, blz. 240).

Dit amendement strekt ertoe gevolg te geven aan deze aanbeveling [28b] van de parlementaire onderzoekscommissie en aldus de toevoeging van bijkomende schorsingsgronden – een niet te verwaarlozen oorzaak van vertraging van de procedures – overbodig te maken.

Zo wordt de huidige termijn van 15 dagen als bedoeld bij artikel 127 van het Wetboek van strafvordering, vóór de verschijning voor de Raadkamer verlengd tot 30 dagen, maar de eventuele bijkomende onderzoekshandelingen mogen voortaan door de inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij nog maar gedurende de eerste 15 dagen van die termijn worden gevraagd, om te voorkomen dat ze geneigd zijn te wachten tot de dag vóór de verschijning om hun verzoek in te dienen. In het geval dat minstens één inverdenkinggestelde in preventieve hechtenis is genomen, wordt de huidige situatie niet gewijzigd.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

demandés dans des délais légaux (15 jours avant la Chambre du conseil).”

Cet amendement prévoit de répondre à cette recommandation [28b] de la Commission d’enquête parlementaire et ainsi de rendre inutile l’ajout de cause de suspension supplémentaire qui sont une cause non négligeable de l’allongement des procédures.

Ainsi, le délai actuel de 15 jours prévu par l’article 127 du Code d’instruction criminelle avant la comparution en Chambre du Conseil est porté à 30 jours mais les éventuels devoirs complémentaires d’enquête ne peuvent désormais plus être demandés par l’inculpé et la partie civile que durant les 15 premiers jours de ce délai et ce, afin d’éviter qu’ils soient tentés d’attendre la veille de la comparution pour introduire leur demande. Dans le cas où au moins un inculpé est en détention préventive, la situation actuelle n’est pas modifiée.

Nr. 87 VAN DE HEER **VAN HECKE**

Art. 30

De woorden “met uitzondering van de veroordeling tot een eenvoudige schuldigverklaring” **weglaten**.

VERANTWOORDING

De Raad van State ziet niet in waarom in geval van veroordeling tot een eenvoudige schuldigverklaring geen aanrekening van de voorlopige hechtenis op de lopende vrijheidsstraffen zou mogen plaatsvinden. Dat een eenvoudige schuldigverklaring al neerkomt op een vermindering van de strafwaarde, zoals in de memorie van toelichting wordt aangevoerd, geldt immers ook in andere gevallen en is niet ingegeven door het bestaan van nog lopende vrijheidsstraffen, maar door andere omstandigheden, die niet kunnen verantwoorden waarom geen aanrekening plaatsvindt. Derhalve beoogt dit amendement deze uitzondering te schrappen.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 87 DE M. **VAN HECKE**

Art. 30

Supprimer les mots “à l’exception de la condamnation par simple déclaration de culpabilité”.

JUSTIFICATION

Le Conseil d’État ne voit pas pourquoi il ne serait pas permis d’imputer la détention préventive sur les peines privative de liberté restant à courir dans le cas d’une simple déclaration de culpabilité. “La considération selon laquelle une simple déclaration de culpabilité peut déjà être regardée comme une réduction de la gravité de la peine, ainsi que l’énonce l’exposé des motifs, vaut en effet également dans d’autres cas et n’est pas dictée par le fait que d’autres peines privative de liberté sont encore en cours, mais par d’autres circonstances, qui sont impuissantes à justifier l’exclusion de l’imputation”. Le présent amendement supprime donc cette exception.

Nr. 88 VAN DE HEER VAN HECKE

Art. 59

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Zoals de Raad van State in zijn advies (blz.186 en volgende) benadrukt, blijkt uit de toelichting bij het artikel dat het in wezen de bedoeling is het feit te bestraffen dat niet eerst is getracht de invordering van de schuldvorderingen buitengerechtelijk te regelen. In werkelijkheid leidt dit artikel tot de indirecte oplegging van de verplichting om steeds een gerechtelijke invorderingsprocedure in te stellen. Een schuldeiser die goede redenen kan hebben om de gerechtelijke procedure te kiezen en die door de rechter in het gelijk wordt gesteld, zou toch veroordeeld worden tot de betaling van die “nutteloze kosten”.

De Raad van State heeft daaruit het volgende geconcludeerd: “Naast het feit dat die verplichting niet geformuleerd wordt in de wet van 19 oktober 2015 waarbij de buitengerechtelijke procedure voor de inning van schuldvorderingen ingevoerd wordt in het Gerechtelijk Wetboek, zou die verplichting, gelet op de zeer onzekere afloop van de buitengerechtelijke procedure, ertoe leiden dat een aantal situaties die onderling niet vergelijkbaar zijn, op dezelfde manier, maar zonder een redelijke en objectieve verantwoording, behandeld zouden worden, wat niet kan worden aanvaard in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Gelet op het onzekere karakter van de uitkomst van de buitengerechtelijke procedure zullen de schuldeisers van wie de titel betwist wordt en de schuldeisers die niet in die situatie verkeren, immers op dezelfde manier behandeld worden.”.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 88 DE M. VAN HECKE

Art. 59

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Comme le souligne le Conseil d’État dans son avis (p.186 et s.) l’objectif de cet article tel qu’explicité dans le commentaire d’article consiste en réalité à sanctionner le non recours préalable à la voie extrajudiciaire pour le recouvrement des créances. Cet article aboutit donc à imposer indirectement une obligation de toujours introduire une procédure de recouvrement judiciaire. De ce fait, un créancier qui pourrait avoir de bonnes raisons de vouloir privilégier la voie judiciaire et qui obtiendrait gain de cause en Justice serait tout de même condamné à payer ces “frais inutiles”.

Le Conseil d’État en conclut donc que: “Outre que cette obligation n’a pas été formulée par la loi du 19 octobre 2015, introduisant la procédure extrajudiciaire de recouvrement des créances dans le Code judiciaire, celle-ci, eu égard au caractère très aléatoire de la procédure extrajudiciaire, aboutirait à traiter de manière identique mais sans justification objective raisonnable, une série de situations non comparables entre elles, ce qui n’est pas admissible au regard des articles 10 et 11 de la Constitution. En effet, compte tenu du caractère aléatoire de l’issue de la procédure extrajudiciaire, les créanciers dont le titre fera l’objet d’une contestation et ceux qui ne seront pas dans cette situation seront traités de manière identique.”

Nr. 89 VAN DE HEER **VAN HECKE**Art. 58/1 (*nieuw*)**Een artikel 58/1 invoegen, luidende:**

“Art. 58/1. In artikel 991quater, van hetzelfde Wetboek, wordt in het enig voorgesteld lid, het punt 7° aangevuld met de volgende woorden: “waaronder de verplichting tot kennisgeving bedoeld in artikel 972, § 1, derde lid”.

VERANTWOORDING

De instelling van een informatieplicht voor de gerechtsdeskundige maakt het mogelijk om eventuele belangenvermengingen preventief op te sporen en voldoet aldus aan de aanbeveling 2/09 van de recente doorlichting en risicoanalyse van de Hoge Raad voor de Justitie betreffende de nieuwe wet van 10 april 2014 houdende het nationaal register voor gerechtsdeskundigen.

Teneinde het dwingende karakter en de effectiviteit van deze maatregel te versterken, raadt de Hoge Raad voor de Justitie in zijn advies over het wetsontwerp (blz.6) op basis van diezelfde aanbeveling aan om deze informatieplicht in de deontologische code voor de gerechtsdeskundige te vermelden (art. 991quater, 7°, van het Gerechtelijk wetboek). Dat is wat dit amendement beoogt.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 89 DE M. **VAN HECKE**Art. 58/1 (*nouveau*)**Insérer un article 58/1, rédigé comme suit:**

“Art. 58/1. Dans l'article 991quater du même Code, alinéa unique proposé, le 7° est complété par les mots suivants: “dont l'obligation de communication visée à l'article 972, § 1^{er}, alinéa 3”.

JUSTIFICATION

L'introduction d'une obligation d'information incombant à l'expert judiciaire offre la possibilité de détecter des conflits d'intérêt de manière préventive et est ainsi conforme à la recommandation 2/09 de l'audit et de l'analyse de risque récents du Conseil supérieur de la Justice à propos de la nouvelle loi du 10/04/2014 concernant le registre national des experts judiciaires.

Mais, se basant sur cette même recommandation, le Conseil supérieur recommande dans son avis sur le projet de loi (p.6) afin de renforcer le caractère contraignant et l'effectivité de cette mesure de mentionner cette obligation d'information dans le code de déontologie pour experts judiciaires (art. 991quater, 7° du Code judiciaire). C'est ce que propose cet amendement.

Nr. 90 VAN DE HEER **VAN HECKE**Art. 58/1 (*nieuw*)**Een artikel 58/1 invoegen, luidende:**

“Art. 58/1. Artikel 991quater wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Het nationaal register voor gerechtsdeskundigen bevat voorts informatie die de magistraten in staat stelt om het bestaan van een potentieel belangenconflict of een potentiële schijn van partijdigheid bij de door hem aangestelde deskundige te beoordelen.”.

VERANTWOORDING

De in artikel 58 van het wetsontwerp vervatte maatregelen (die een nieuw lid in artikel 972, § 1, van het Gerechtelijk wetboek invoegen) zijn niet van toepassing op alle gevallen waarin een magistraat een gerechtsdeskundige aanstelt. Ze zijn enkel van toepassing op situaties waarin de gerechtsdeskundige door een rechter wordt aangesteld in het kader van een bij een rechtbank aanhangige procedure (situatie bedoeld in artikel 972 van het Gerechtelijk Wetboek). Die informatieplicht geldt dus bijvoorbeeld niet voor deskundigen die door een parketmagistraat of een onderzoeksrechter worden aangesteld tijdens een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek. Dit amendement strekt ertoe deze verplichting uit te breiden.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 90 DE M. **VAN HECKE**Art. 58/1 (*nouveau*)**Insérer un article 58/1, rédigé comme suit:**

“Art. 58/1. L'article 991quater est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

“Le registre national des experts judiciaires contient, par ailleurs, des informations permettant aux magistrats d'apprécier l'existence d'un conflit d'intérêt ou d'une apparence de partialité potentiels dans le chef de l'expert qu'il désigne.”.

JUSTIFICATION

Les mesures proposées par l'article 58 du projet (qui insère un nouvel alinéa dans l'article 972, § 1er, du Code judiciaire) ne sont pas applicables à l'ensemble des cas dans lesquels un expert judiciaire est désigné par un magistrat. Elles s'appliquent uniquement aux situations dans lesquelles l'expert judiciaire est désigné par un juge dans le cadre d'une procédure pendante devant un tribunal (situation visée par l'art. 972 Cjud). Cette obligation d'information ne s'applique donc pas, par exemple, aux experts désignés par un magistrat de parquet ou par un juge d'instruction au cours d'une information judiciaire ou d'une instruction. Le présent amendement a pour but d'étendre cette obligation

Nr. 91 VAN DE HEER **VAN HECKE**

Art. 105

In het ontworpen artikel 28, § 1, het woord “tweemaal” vervangen door het woord “eenmaal”.

VERANTWOORDING

Een mandaat van 15 jaar is te lang, gelet op het dynamisme en de motivatie die nodig zijn om dat ambt uit te oefenen. De duur wordt dus teruggebracht tot ten hoogste 10 jaar.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 91 DE M. **VAN HECKE**

Art. 105

A l'article 28 proposé, § 1^{er}, remplacer les mots “deux fois” par les mots “une fois”.

JUSTIFICATION

Un mandat de 15 ans est trop long au vu du dynamisme et de la motivation nécessaire à l'exercice de cette fonction. Il est donc réduit à 10 ans maximum.

Nr. 92 VAN DE HEER VAN HECKE

Art. 108

In het ontworpen artikel 31 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1/ in § 1, eerste lid, de woorden “een persoon die houder is van een diploma licentiaat of master in de rechtswetenschappen” **vervangen door de woorden** “een magistraat”;

2/ paragraaf 1 aanvullen met een lid, luidende:

“De aanwijzing als lid van de Klachtencommissie, zelfs als vervanger, is onverenigbaar met de in artikel 26, § 2, 3°, bedoelde bemiddelingsopdracht.”;

3/ in § 3 het woord “ambtshalve,” **weglaten.**

VERANTWOORDING

1/ Gelet op de grote werklast is het onontbeerlijk dat de voorzitter van de Klachtencommissie zijn ambt voltijds uitoefent en dat hij wordt bezoldigd. Het feit dat de betrokkene een magistraat moet zijn, is een bijkomende garantie, maar die magistraat mag wel gepensioneerd zijn.

2/ Voorts zijn de klachtenbehandelings- en de bemiddelingsopdrachten onverenigbaar, en kunnen ze niet door dezelfde mensen worden uitgeoefend.

3/ De in uitzicht gestelde wrakingsregeling is geen toereikende garantie en dreigt de commissiewerkzaamheden snel te verlammen. Die ambtshalve wraking is immers volstrekt onwerkbaar, want de toezichtscommissarissen ontmoeten enorm veel gedetineerden – zelfs in hun cellen – met de bedoeling hun een luisterend oor te bieden. Vervolgens worden tijdens elke maandelijkse vergadering de klachten van de verschillende gedetineerden besproken. De commissarissen zijn dus niet “neutraal” ten aanzien van zeer veel gedetineerden:

N° 92 DE M. VAN HECKE

Art. 108

A l'article 31 proposé, apporter les modifications suivantes:

1/ au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacer les mots “une personne titulaire d'une licence ou d'un master en droit” **par les mots** “un magistrat”;

2/ compléter le § 1^{er} par un deuxième alinéa, rédigé comme suit:

“La désignation comme membre de la commission des plaintes, même à titre de remplacement est incompatible avec la mission de médiation visée à l'article 26, § 2, 3°.”;

3/ au § 3, supprimer le mot “d'office” .

JUSTIFICATION

1/ Vu l'importance de la charge de travail, il est indispensable que le président de la commission des plaintes exerce sa fonction à temps plein et qu'il soit rémunéré. Le fait que celui-ci doivent être un magistrat est une garantie supplémentaire, mais ce magistrat peut être un magistrat à la retraite.

2/ Par ailleurs, les missions de traitement des plaintes et de médiation sont incompatibles et ne peuvent être exercées par les mêmes personnes.

3/ Le mécanisme de récusation prévu n'est pas une garantie suffisante et risque de paralyser rapidement le travail des commissions. En effet cette récusation d'office est tout à fait impraticable car les commissaires de surveillance rencontrent de très nombreux détenus, au sein même de leurs cellules, dans l'optique d'être à leur écoute. Ensuite, il est discuté lors de chaque réunion mensuelle des plaintes des différents détenus. Les commissaires ne sont donc pas “neutres” à l'égard d'un très grand nombre de détenus: quand

zelfs al heeft een commissaris de gedetineerde niet ontmoet, dan nog kan hij diens dossier hebben besproken met de andere commissieleden; daardoor kan hij diens klacht niet langer volledig onafhankelijk behandelen.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

bien même un commissaire n'aurait pas rencontré le détenu, il aurait discuté de son dossier avec les autres membres de la commission, ce qui ne lui permet plus de traiter sa plainte en toute indépendance.

Nr. 93 VAN DE HEER **VAN HECKE**

Art. 104

In het ontworpen artikel 27, § 3, de volgende wijzigingen aanbrengen:

1/ de woorden “twee maanden” vervangen door de woorden “één maand”;

2/ de laatste zin aanvullen met de woorden “en in dringende gevallen zo spoedig mogelijk”.

VERANTWOORDING

De termijn van twee maanden die de directeur krijgt om op een verzoek om informatie van de commissie van toezicht te antwoorden, is veel te lang, *a fortiori* gelet op de urgentie van bepaalde situaties.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

N° 93 DE M. **VAN HECKE**

Art. 104

À l'article 27 proposé, § 3, apporter les modifications suivantes

1/ remplacer les mots “de deux mois” par les mots “d'un mois”;

2/ compléter la dernière phrase par les mots suivants: “et dans les meilleurs délais en cas d'urgence.”.

JUSTIFICATION

Le délai de deux mois laissé au directeur pour répondre à une demande d'information de la commission de surveillance est beaucoup trop long, *a fortiori* compte tenu du caractère urgent de certaines situations.

Nr. 94 VAN DE HEER VAN HECKE

Art. 119

Dit artikel vervangen door wat volgt:

“Art. 119. In artikel 108 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 juli 2013 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 20/2014 van het Grondwettelijk Hof, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ in § 1, eerste lid, worden de woorden “door daartoe door de directeur gemandateerde leden van het bewakingspersoneel, overeenkomstig de door hem gegeven richtlijnen” vervangen door de woorden “door de door de directeur gemandateerde leden van het bewakingspersoneel, dat daartoe is opgeleid”;

2/ in § 2, tweede lid, de woorden “beslissing schriftelijk aan de gedetineerde uiterlijk vierentwintig uur nadat de foullering heeft plaatsgevonden” vervangen door de woorden “door middel van geïndividualiseerde aanwijzingen gemotiveerde beslissing schriftelijk aan de gedetineerde voordat de foullering wordt uitgevoerd”.

Dit lid wordt tevens aangevuld met wat volgt: “De schouwing van de lichaamsopeningen en -holten mag alleen door een arts worden uitgevoerd.”;

3/ in § 2, vierde lid, worden de woorden “daartoe door de directeur gemandateerde personeelsleden” vervangen door de woorden “door de directeur gemandateerde en daartoe opgeleide leden van het bewakingspersoneel”. Dit lid wordt tevens aangevuld met wat volgt: “De gefouilleerde gedetineerde mag er niet toe worden verplicht zich in één keer volledig uit te kleden”.”

VERANTWOORDING

In een aangelegenheid die net méér waarborgen vereist, is het niet wenselijk artikel 108 van de basiswet louter in die zin te wijzigen dat de voor de lichaamsfoullering opgelegde vormregels worden afgebouwd. De toezichtcommissies stellen immers geregeld vast dat foulleringen in de gevangenissen

N° 94 DE M. VAN HECKE

Art. 119

Remplacer cet article comme suit:

“Art. 119. À l’article 108 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} juillet 2013 et partiellement annulé par l’arrêt n°20/2014 de la Cour constitutionnelle, les modifications suivantes sont apportées:

1/ dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “par les membres du personnel de surveillance mandatés à cet effet par le directeur, conformément aux directives données par celui-ci.” sont remplacés par les mots “par les membres du personnel de surveillance mandatés par le directeur et formés à cet effet”;

2/ au § 2, deuxième alinéa, les mots “par écrit au détenu au plus tard vingt-quatre heures après que la fouille a eu lieu.” sont remplacés par les mots “motivée sur base d’indices individualisés et par écrit au détenu avant l’exécution de la fouille.”.

et l’alinéa est complété par la phrase suivante “L’inspection des ouvertures et cavités du corps ne peut être réalisée que par un médecin.”;

3/ au § 2, troisième alinéa, les mots “de surveillance” sont insérés entre les mots “du personnel” et “du même sexe”; les mots “mandatés à cet effet par le directeur” sont remplacés par les mots “mandatés par le directeur et formés à cet effet” et l’alinéa est complétée par la phrase suivante: “Le détenu fouillé ne peut être contraint de se déshabiller intégralement en une fois.”.

JUSTIFICATION

Une modification de l’article 108 de la Loi de principe allant uniquement dans le sens d’une réduction du formalisme qui entoure la fouille à corps n’est pas souhaitable dans une matière nécessitant au contraire davantage de garanties. En effet, la persistance des pratique illégales en matières de

nog steeds op onwettige manier worden uitgevoerd. Voorts heeft de Raad van State meerdere arresten gewezen tot vernietiging van tuchtsancties omdat die voortvloeiden uit onwettig uitgevoerde lichaamsfouilleringen. Het is derhalve de hoogste tijd om die onwettigheden te beëindigen; daartoe moeten de aanbevelingen van de Europese Gevangenisregels (EPR (2006)2 van de Raad van Europa), alsook de door het Europees comité ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing geformuleerde aanbevelingen (CPT/Inf (2016) 13), in de wetgeving worden opgenomen.

Dit amendement beoogt derhalve te bewerkstelligen dat:

- de leden van het gevangenispersoneel die worden aangewezen om fouilleringen te doen, daartoe specifiek moeten zijn opgeleid;
- de directeur zijn schriftelijke beslissing moet omkleden met op individuele aanwijzingen gebaseerde redenen en die aan de gedetineerde bezorgen voordat de fouillering wordt uitgevoerd (als bewijs om beroep in te stellen);
- het gevangenispersoneel de lichaamsholten van de gedetineerde niet mag schouwen; dit intieme onderzoek mag alleen door een arts worden uitgevoerd;
- de lichaamsfouillering in twee stappen moet worden uitgevoerd, waarbij de gedetineerde eerst de kledingstukken boven de ceintuur uittrekt en die vervolgens weer aantrekt voordat hij de andere kledingstukken uittrekt.

Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)

fouilles à corps dans les prisons est régulièrement constatée par les commissions de surveillance. Par ailleurs le Conseil d'État a rendu plusieurs décisions annulant des sanctions disciplinaires au motif qu'elles découlent de fouilles à corps illégales. Il est donc urgent de mettre fin à ces illégalités et dans ce but d'intégrer les recommandations contenues dans les Règles Pénitentiaires Européennes (REC (2006)2 du Conseil de l'Europe) et émises par le Comité européen pour la Prévention de la Torture (CPT/Inf (2016) 13).

Cet amendement prévoit donc que:

- les membres du personnel pénitentiaire désignés pour pratiquer les fouilles doivent avoir bénéficié d'une formation spécifique.
- le directeur doit remettre une décision écrite et motivée sur la base d'indices individualisés avant l'exécution de la fouille (preuve pour le recours)
- le personnel pénitentiaire ne peut inspecter les cavités corporelles du détenu. Seul un médecin est autorisé à pratiquer cet examen intime.
- la fouille à corps doit être réalisée en deux temps: le détenu en lève d'abord les vêtements au-dessus de la ceinture, puis se rhabille avant d'ôter les autres vêtements.

Nr. 95 VAN DE HEER TERWINGEN c.s.

Art. 14

In het voorgestelde artikel 112*undecies*, de woorden “en/of geldboete van driehonderd tot drieduizend euro” **vervangen door de woorden** “*en een geldboete van driehonderd tot drieduizend euro of met een van die straffen alleen*”.

VERANTWOORDING

Dit amendement beoogt een herformulering van de strafmaat in de gebruikelijke bewoordingen.

Raf TERWINGEN (CD&V)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)
Sophie DE WIT (N-VA)
Philippe GOFFIN (MR)
Sonja BECQ (CD&V)

N° 95 DE M. TERWINGEN ET CONSORTS

Art. 14

Dans l'article 112*undecies* **proposé, remplacer les mots** “et/ou d'une amende de trois cents à trois mille euros” **par les mots** “*et d'une amende de trois cents à trois mille euros ou d'une de ces peines seulement*”.

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à reformuler le taux de la peine en termes usuels.